



Afrique	Culture Burkina Faso La quatrième édition du FESMART sous le signe du bon voisinage !	2010.07.01
Afrique	GUINEE Edem Kodjo « Les candidats doivent appeler le peuple au calme et à la tempérance »	2010.06.30
Afrique	<u>La Francafrrique est morte, Vive la Francafrrique !</u>	2010.06.29
Afrique	Les raisons du sous-développement	2010.06.21
Afrique	<u>Coopération Suite du G20 de TORONTO Les Etats-Unis octroient 39 millions de \$ au Togo</u>	2010.06.30
Afrique	<u>Coopération OMD le coup de pouce de MUSKOKA</u>	2010.06.30
Diaspora	<u>Soutenir le Togo pour le sortir de sa situation plus qu'explosive</u>	2010.06.30
Diplomatie	<u>L'esprit indomptable du peuple togolais et américain</u>	2010.07.01
Droits Homme	TOGO Le HCDH face aux violations des droits de l'Homme	2010.06.30
Economie	Togo Travaux publics Des entrepreneurs demandent la démission du ministre des finances	2010.06.29
Economie	<u>Kalife La relance de l'économie mondiale doit passer par la bonne santé de l'Europe</u>	2010.06.30
Gouvernance	TOGO M. Fofana n'a JAMAIS été Vice-président de l'ATLMC où ce poste n'existe pas	2010.06.29
Médias	<u>Un hebdo pour le développement</u>	2010.06.29
Médias	<u>4 juillet jour de vérité à l'UFC</u>	2010.06.30
Politique	Gilchrist Olympio enclenche la procédure de destruction de l'UFC avec le soutien du pouvoir	2010.06.30
Politique	Querelle UFC le ministre Pascal BODJONA au secours de Gilchrist OLYMPIO	2010.06.30
Politique	L'alliance Gilchrist-Faure pour martyriser le peuple togolais	2010.06.29
Politique	Quatorzième marche de protestation du FRAC Propos des leaders	2010.06.28
Politique	Quand Gilchrist Olympio savoure les misères faites aux populations par le pouvoir	2010.06.28
Sécurité	TOGO Assassinat d'un manifestant à Agoè un témoin dément TITIKPINA	2010.06.29
Social	Togo recherche de la maîtrise des risques pour un bas taux d'accident en matière de travail	2010.07.01
Vie Chère	Hausse du prix du carburant l'ATDPDH invite le gouvernement à retirer sa décision	2010.06.29
Vie Chère	Hausse des prix des produits pétroliers les opposants sortent de leurs gonds !	2010.07.01

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Afrique Culture Burkina Faso La quatrième édition du FESMART sous le signe du bon voisinage !



Jeudi 1er juillet 2010 - L'Association pour la promotion des activités socio-économiques du Boulgou (APASC) a organisé du 03 au 06 juin 2010, dans la région du Centre-Est, la quatrième édition du Festival de musique, de danse, de théâtre et des arts de Tenkodogo grâce à un appui soutien financier de l'Union européenne et de nombreux soutiens tels que le MCTC, le MEBA, le MESSRS, la LONAB, la SONAGESS, le MOB, le TRB, ZEDCOM et ZAIN.

Parrainée par de Me Paul Kéré, cette édition du Fesmart a connu la participation de plusieurs troupes venues des quatre coins du Boulgou, mais également du Togo et du Ghana. Ponctuée d'intermèdes musicaux, la cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous un soleil de plomb au rythme de danses et de chants traditionnels et modernes.

Dans son discours de bienvenue aux festivaliers, le Maire de Tenkodogo, Alassane Zakané a mis l'accent sur l'importance et l'intérêt d'une telle manifestation pour la promotion de nos richesses culturelles nationales et sous-régionales. Quant à l'organisateur de la manifestation, Lucien Zouré, il a insisté sur la nécessité de maintenir une telle manifestation sur une périodicité biannuelle.

Le Gouverneur de la Région du Centre Est, Monsieur Siméon Sawadogo a salué la participation massive des troupes de danse et notamment celles venues du Togo et du Ghana et souhaité la bienvenue à tous ses hôtes.

Rendant hommage à la femme, une artiste togolaise, élève en classe de première, a, de sa magnifique voie, rappelé que « sans la femme, même Jésus ne serait pas né », ce qui lui a valu une ovation et un tonnerre d'applaudissements.

« La culture est un élément essentiel du développement en général et de la région du Boulgou en particulier et sa proximité avec le Togo et le Ghana représente un atout pour son développement », a estimé pour sa part Me Kéré. Rendez-vous est donc pris pour la prochaine édition.

Correspondance particulière

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

JEUNE AFRIQUE Afrique GUINEE Edem Kodjo « Les candidats doivent appeler le peuple au calme et à la tempérance »



Quel regard le chef de la mission d'observation de l'Union africaine, Edem Kodjo, porte-t-il sur le processus électoral guinéen ? Il a répondu à jeuneafrique.com, avant l'annonce officielle des résultats provisoires de la présidentielle du 27 juin. Interview.

Edem Kodjo dirige la mission d'observation de l'Union africaine (UA) en Guinée. L'ex-Premier ministre du Togo et ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) livre à jeuneafrique.com son sentiment sur le scrutin du 27 juin et donne ses recommandations pour que le processus électoral se poursuive dans le calme.

Jeune Afrique : Le général Sékouba Konaté, président de la transition, s'était engagé à organiser une élection présidentielle libre dans un délai de six mois. A-t-il, selon vous, tenu cette gageure ?

Edem Kodjo : Le défi d'organiser ces élections a non seulement été relevé, mais il l'a été avec succès. Ce que les Guinéens ont fait est remarquable. Cela prouve bien que l'Afrique est un continent qui se bat. Ce pays affiche des signes positifs. J'ai toujours cru à l'engagement du général Sékouba Konaté car c'est un homme sincère. Néanmoins, compte tenu du précédent historique de la Guinée, les sceptiques avaient raison de ne pas y croire. De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer des fraudes et des irrégularités, tandis que la mission d'observation de l'UA conclut à un scrutin « libre, transparent et démocratique »... Les missions d'observation ne sont pas des missions d'enquête policière. Il y a sans doute des choses qui ont pu nous échapper. Par exemple, il y a eu quelques petits problèmes avec les urnes, les gens ne sachant pas toujours comment les sceller. Mais cela est dû à la méconnaissance, et non à un désir de frauder. Nous estimons que ce que nous avons vu est éminemment positif. Et si les candidats soupçonnent des fraudes, ils peuvent se rapprocher des organes qui gèrent ce genre de choses.

Le plus difficile est à venir : la publication des résultats, et leur acceptation... Comment envisagez-vous l'après-scrutin ?

Il est vrai que les ambitions sont assez aiguës et que, parmi les candidats, il y en a plusieurs qui sont fermement convaincus de leur primauté et de leur influence dans le pays. Il suffirait de peu pour que nous ayons quelques difficultés. Mais le président, Sékouba Konaté, a mis tout le monde en garde lors de sa dernière rencontre avec l'ensemble des candidats (samedi 26 juin, NDLR). Chacun doit en tenir compte. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui des leaders guinéens qui souhaitent un retour en arrière. L'acceptation des résultats fait partie du comportement démocratique. On peut être lésé, mais il faut toujours donner la priorité à la paix et au dialogue, d'autant que la Guinée devra rassembler ses fils et ses filles.

Le vote du 27 juin s'est déroulé dans le calme. Mais durant toute la campagne, les militants des différents partis ont montré un enthousiasme exceptionnel. Les candidats malheureux ne pourraient-ils pas être dépassés par la réaction de leurs sympathisants ?

Un leader doit avoir de l'influence sur ses troupes et il lui appartient de les appeler au calme. Je ne crois pas beaucoup à la thèse du débordement. S'il n'y a pas de manipulation, il n'y aura pas de débordement. Si les leaders se succèdent à la télévision pour appeler le peuple guinéen au calme, à la modération et à la tempérance, je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas un succès.

JEUNE AFRIQUE

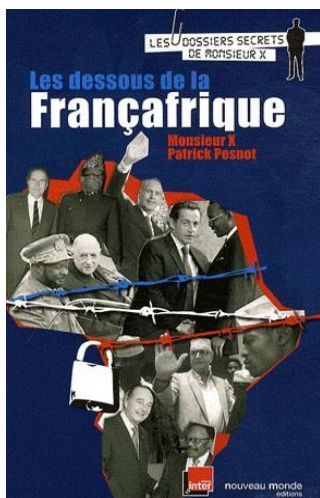
Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Mercredi, 30 Jun 2010 16:01 - Si la Françafrique incestueuse et patrimoniale est morte, celle des réseaux est, elle, toujours bien vivante. A une différence - de taille – prés, elle est acéphale.

Là où Jacques FOCCART, qui consacrait l'essentiel de son temps aux affaires du "pré carré", tirait tous les fils à la manière d'un grand marionnettiste, Claude GUÉANT, pour qui l'Afrique n'est qu'une préoccupation parmi d'autres, n'intervient directement ou par intermédiaire interposé que sur certains dossiers sensibles. D'où l'éclatement et la multiplication de réseaux souvent complémentaires (Elysée-business par exemple), reliés entre eux par des passerelles (avocats, juges, médecins), ouvertement rivaux (ONG), transcourants (francs-maçons), etc., mais qui tous fonctionnent en interne avec de vraies solidarités corporatistes et une opacité commune.

Autre évolution, les réseaux sont désormais autant afro-français que franco-africains et leur interpénétration réciproque est fréquente. Un Laurent GBAGBO, un Paul BIYA, un Denis SASSOU NGUESSO, un Ali BONGO ONDIMBA, pour ne citer qu'eux, ont tous leur réseau d'influence qui emprunte à chacun (ou presque) des réseaux français. Conséquence de cette alchimie complexe, qui tient parfois de la raffinerie, l'apparition de missi dominici dont on distingue mal a priori l'allégeance principale. Il faut ainsi de bons yeux pour hiérarchiser les fidélités dont se réclament aujourd'hui l'incontournable Robert BOURGI, Nicolas SARKOZY et Claude GUÉANT en premier lieu, puis WADE, Ali BONGO ONDIMBA, OULD Abdelaziz, Laurent GBAGBO et quelques autres. Il est vrai que, en ce domaine, chacun avance masqué.

Le petit "Who's Who" que nous publions (voir ci-dessous) – et d'où sont exclus les ministres pour qui l'Afrique fait en quelque sorte partie du job, tels Bernard KOUCHNER et Alain JOYANDET - a pour ambition de guider les pas du profane dans le maquis de la néo-Françafrique. Nous avons volontairement omis dans ce vade-mecum les pays du Maghreb, qui relèvent, eux, de réseaux bilatéraux à la fois différents et étanches, sur lesquels nous reviendrons prochainement.

CES HOMMES QUI MAINTIENNENT LE LIEN AVEC LE CONTINENT NOIR : Elysée connexion

Aux côtés d'un président qui n'a que peu d'appétence pour les "affaires africaines" et dont la doctrine à ce sujet a évolué, de discours en discours, de manière quelque peu erratique, c'est au secrétaire général de l'Elysée, Claude GUÉANT, que revient la gestion du réseau ou de ce qu'il en reste.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Au niveau institutionnel, le conseiller diplomatique Jean-David LEVITTE et son adjoint chargé du Sud-Sahara (Mauritanie comprise), André PARANT - lequel bénéficie de l'apport de deux conseillers techniques, Rémi MARÉCHAU et Clément LECLERC -, dépendent directement de lui.

Mais LEVITTE n'ayant jamais manifesté de tropisme africain particulier, en dehors de la préparation des voyages et sommets présidentiels, l'omniprésente éminence grise du Château a la main sur le continent. Claude GUÉANT reçoit volontiers dans son bureau les émissaires des chefs d'Etat et se déplace pour rencontrer ces derniers dans les grands hôtels où ils descendent lors de leurs passages à Paris. L'avocat Robert BOURGI lui sert à la fois de conseil, de missi dominici et de poisson-pilote sur des pays comme le Gabon, le Sénégal, la Mauritanie, Madagascar, le Bénin, voire la Côte d'Ivoire ou le Togo. Mais il n'est pas le seul, même si les autres "africains" figurant dans le carnet d'adresses de Claude GUÉANT jouent un rôle beaucoup plus restreint.

Georges OUEGNIN, l'ancien directeur du protocole de la présidence ivoirienne, très introduit à Brazzaville et à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD), est de ceux-là, tout comme le diplomate, ex-conseiller spécial d'Idriss DEBY ITNO (et décoré de la légion d'honneur), ABAKAR MANANY, qui a joué un rôle non négligeable dans la reprise des relations entre la France et le Rwanda. Difficile par ailleurs de ne pas citer le nom du député-maire de Levallois-Perret, Patrick BALKANY, ami de Nicolas SARKOZY, électron libre quelque peu sulfureux que l'on a vu à l'œuvre à Kinshasa, Bangui et Nouakchott. Autres francs-tireurs, les anciens ministres Charles MILLON et Alain MADELIN. Proche d'Abdoulaye WADE, ce dernier continue d'entretenir des liens avec l'Afrique par le biais du Fonds de solidarité numérique (accès aux nouvelles technologies), qu'il préside.

Côté UMP, le porte-parole adjoint (et conseiller de Nicolas SARKOZY), Dominique PAILLÉ, passe parfois des messages entre l'Elysée et Abidjan (ou l'inverse), ainsi que le font, avec Lomé, le député du Rhône, Christophe GUILLOTEAU, membre d'une demi-douzaine de groupes d'amitié franco-africains à l'Assemblée. L'ex-chiracien Jacques TOUBON, à la tête de la "mission du cinquantenaire" et qui occupe, au Quai d'Orsay, les anciens bureaux du secrétariat d'Etat de Rama YADE, ne s'est jamais éloigné du continent et a trouvé dans son éphémère fonction l'occasion de renforcer ses liens.

Enfin, à la périphérie, évoluent une poignée de publicistes tel Laurent TAÏEB, dont le périodique L'Essentiel des relations internationales, souvent axé sur l'Afrique et lié à l'UMP, est à disposition dans tous les salons d'attente de l'Elysée. Malin, TAÏEB a trouvé dans les cercles d'amateurs de cigares qu'il anime un réseau d'influence original. A portée de main du Château également, le chirurgien-dentiste Patrick GAUBERT, ancien membre du cabinet de Charles PASQUA, président du Haut conseil à l'intégration, président d'honneur de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) et ami de vingt-cinq ans de Nicolas SARKOZY. GAUBERT, TOUBON, ainsi que les députés UMP Jean-Michel FOURGOUS et Jean-François MANCEL étaient à Brazzaville en juillet 2009 pour observer le scrutin présidentiel à l'invitation de la Commission nationale congolaise des droits de l'homme, proche du pouvoir. Au grand étonnement du Quai d'Orsay. Mais avec l'accord tacite de Claude GUÉANT.

MAMPOUYA, journaliste

Lundi, 06.21.2010, 10:48am (GMT) - Un panel international dirigé par Kofi Annan a estimé mardi en Afrique du Sud que le sous-développement de l'Afrique dépendait plus de l'absence de volonté de ses dirigeants que d'un problème de ressources.

La corruption et la fuite des capitaux sont aussi pointées du doigt par ce comité qui comprend aussi l'ancien président du Nigeria Olusegun Obasanjo et le directeur de Transparency International.

"Ce n'est pas le manque de ressources, ni le départ des diplômés ou l'insuffisance de projets, qui font problème", a déclaré l'ancien secrétaire-général, Kofi Annan en présentant le rapport.

Le groupe reprend des constats faits dans le passé par d'autres institutions quand il écrit par exemple que "les Africains au-delà du cercle des élites, ne bénéficient pas "des vastes ressources" du continent.

En cause, une forte corruption dont les membres du panel citent en illustration un rapport de Global Financial Integrity.

L'O.N.G. dont le siège est aux Etats-Unis estime ainsi entre 37 et 53 milliards de dollars, l'ensemble des transferts d'argent d'origine douteuse, de l'Afrique vers les autres continents, rien que pour l'année 2008.

Depuis 1970, ces sommes - toujours d'après l'O. N. G - sont trois fois plus importantes que l'ensemble des dons et aides que le continent a reçu des pays développés dans la même période.

Ces milliers de milliards de dollars qui ont quitté l'Afrique, précise Global Financial Integrity, proviennent des "détournements de fonds, de corruption, de la fraude fiscale ou encore de 'blanchiment d'argent".

Il suffirait donc à l'Afrique "de réduire de moitié ces flux financiers pour résoudre tous ses problèmes de financements" a déclaré Kofi Annan devant la presse à Johannesburg.

C'est vrai que plusieurs dirigeants africains ont fait par le passé ou font toujours l'objet d'enquêtes ou de poursuites sur l'origine de leurs fortunes colossales qu'ils possèderaient à l'étranger.

Les présidents Paul Biya du Cameroun, l'équato-guinéen Obiang Nguema, le Congolais Sassou-Nguesso ou encore feu Omar Bongo du Gabon ont dû se défendre contre des procédures engagées par l'ONG Transparence internationale France dans l'affaire des biens dits mal-acquis.

En Grande-Bretagne, les biens d'un ancien gouverneur d'un des états de la Fédération nigérienne ont été récemment saisis.

Outre Kofi Annan qui le préside, le Panel sur le Progrès de l'Afrique comprend entre autre le président de Transparency International Peter Eigen ou encore l'ancien président Obasanjo du Nigeria, dont une des filles fait l'objet d'enquêtes dans son pays pour détournements sous le règne de son père.

Le Groupe avait été créé en 2007 pour veiller au respect des promesses d'aides faites par les pays développés notamment les membres du G7, le Groupe des pays les plus industrialisés.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Afrique Coopération Suite du G20 de TORONTO Les Etats-Unis octroient 39 millions de \$ au Togo

The White House

Office of the Press Secretary

For Immediate Release

June 27, 2010

The G-20 Summit in Toronto: A Global Response Through the Multilateral Development Banks to Promote Sustainable Development

The United States, working with its G-20 partners, has forged a strong and swift response to address global challenges.

- The multilateral development banks have served as first responders to the world's poorest following the financial crisis, providing \$222 billion in financing. The G-20 has been instrumental in recapitalizing and reforming these institutions so that they can effectively tackle 21st century development challenges.
- At the London G-20 Summit in 2009, President Obama announced a global food security initiative that strategically invests in agricultural and market development. The United States, which launched the "Feed the Future" initiative in May 2010, has led international efforts to review and support nine comprehensive country strategies, collaborate in the establishment and initial capitalization of the World Bank-hosted Global Agriculture and Food Security Program, and launch a new research and development program.
- The G-20 countries and other key stakeholders are standing up a global SME Finance Challenge, a unique financial inclusion effort aimed at helping small- and medium-sized entrepreneurs grow their businesses.

Multilateral Development Banks: A Reform Agenda and New Resources

- First Responders in a Crisis: The multilateral development banks (MDBs) acted as first responders in the financial crisis. They are on track to deliver on their commitment—made to the G-20 in London in April 2009—to boost lending by \$100 billion above planned pre-crisis levels in the years 2009-2011. This financing has been critical to global stabilization efforts and a key reason we are now seeing signs of renewed economic growth around the world.
- A Robust Reform Agenda: Shareholders have agreed to a transformative reform agenda that includes: a focus on the core challenges and priorities of supporting economic growth, lifting the lives of the poorest, promoting global solutions to address climate change and food security, and rebuilding in the wake of conflict and other natural disasters; a more effective use of capital

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

through stronger budgetary discipline, ensuring loan prices cover costs, and ensuring substantial annual transfers of income from middle-income loan facilities to the facilities for the poorest; greater accountability through new disclosure policies and inspection mechanisms; and a stronger focus on results, in order to reward the quality rather than the quantity of lending to improve development impact.

- New and Replenished Resources: Based on this strong reform agenda, G-20 shareholders have agreed to increase MDB capital by more than \$300 billion, boosting future lending by \$20 billion annually. The G-20 also supports robust replenishments this year for the International Development Association and the African Development Fund.

Global Agriculture and Food Security Program: A Global Response Against Hunger

- Early Strides Against Food Insecurity: Less than a year since the G-20 called for a multilateral fund to address global hunger, the Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) has made its first grants totaling \$224 million to five low income countries. These first grants are expected to benefit more than 2 million people in rural areas, demonstrating the commitment of the international community to forge a strong, swift, and coordinated response against global food insecurity.
- U.S. Leadership: As part of the Obama Administration's Feed the Future initiative, the United States has led cooperation with G-20 countries, the World Bank, and other multilateral organizations to establish this innovative new fund to help millions of poor farmers grow more and earn more so they can lift themselves out of hunger and poverty.
- A Global Membership: The fund has mobilized commitments of nearly \$900 million. The United States has pledged \$475 million to the fund, of which \$67 million has already been contributed. Other contributors include Canada (\$230 million), Spain (\$95 million), South Korea (\$50 million) and the Gates Foundation (\$30 million).
- Swift Implementation: Sixty low-income countries have been invited to submit proposals with two submission deadlines of June and October 2010. To date, the fund has allocated grants to Bangladesh (\$50 million), Haiti (\$35 million), Rwanda (\$50 million), Sierra Leone (\$50 million), and **Togo (\$39 million)**. These investments will increase agriculture productivity, improve irrigation systems and link farmers to markets.
- Inclusive Governance: The fund's main decision making body (steering committee) consists of an equal number of developing countries and donors as voting members. Developing countries such as Haiti, Bangladesh, Sierra Leone, Senegal, and Mongolia have played a central role in the design of the fund. The steering committee also has three seats for civil society organizations.

Financial Inclusion and the SME Challenge: Supporting Financial Access for Small- and Medium-Sized Enterprises in Emerging Economies

- Access to Finance for Often-Excluded Firms: Small- and medium-sized enterprises (SMEs) play a major role in economic development and are often the single largest source of job creation, particularly in emerging economies. Lack of access to finance, however, is a major obstacle to these firms' growth. Only an estimated 20 percent of small firms in low-income countries have access to credit. SMEs are often too small to attract commercial bank or investor interest, but too large to benefit from microfinance products.
- SME Challenge: At the Pittsburgh Summit, Leaders called for the launch of a global SME Finance Challenge, a unique financial inclusion effort aimed at helping small- and medium-sized entrepreneurs grow their businesses. The aim of the Challenge is to find the best models

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

worldwide for public-private partnerships that catalyze finance for SMEs and to give the creators of those models a chance to solicit financing.

- Proposals are welcome from private financial institutions, private investors and companies, socially responsible investors, foundations, and civil society organizations. The best proposals will be selected as winners, including at least one from each of the world's six regions. Proposals will be judged by a panel of five independent experts and three G-20 representatives.
- Challenge winners will be invited to the G-20 Summit in Seoul in November. In Toronto, G-20 Leaders committed to mobilize the funding needed to implement the winning proposals, including from the multilateral development banks and interested bilateral donors. The World Bank and all of the major regional development banks are committed to supporting this effort.
- A Unique Partnership of Key Stakeholders: The Challenge is a unique, cooperative effort between G-20 countries and a partnership of the Rockefeller Foundation and Ashoka/Changemakers team -- two nonprofit organizations with experience in running competitions. The Challenge has strong and broad support across G-20 countries and from private stakeholders in SME finance worldwide.



le premier ministre canadien Stephen Harper et les dirigeants du G8 vendredi à Huntsville (Ontario)

Publié le 26/06/2010 - Les dirigeants de plusieurs pays du G8 réunis au Canada ont annoncé vendredi des contributions totalisant cinq milliards de dollars en faveur de la santé maternelle et infantile dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.

Ce fonds, baptisé initiative de Muskoka, du nom de la région canadienne où se tient le sommet du G8, a été fortement poussé par Ottawa.

A cinq ans de la date butoir, le PNUD a noté au début de la semaine à Vienne un retard patent pour la mortalité infantile malgré certains progrès.

Le taux a baissé de 28% entre 1990 et 2008, à 72 décès pour 1.000 naissances, mais l'objectif fixé est une baisse de 66% entre 1990 et 2015. 8,8 millions d'enfants sont morts avant l'âge de cinq ans en 2008.

Pour la santé maternelle, une baisse annuelle de 5,5% des décès pendant la grossesse est encore nécessaire pour parvenir à l'objectif (75% de réduction par rapport à 1990).

L'initiative de Muskoka vise à combler ces retards, en insistant en particulier sur "l'amélioration de la santé des femmes, des nouveau-nés et des enfants", a précisé la Maison Blanche.

D'autres "objectifs du Millénaire" ne devraient pas être atteints, selon des experts. Notamment la réduction de moitié entre 1990 et 2015 du nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

Selon une étude publiée jeudi dernier par l'Overseas Development Institute (ODI), basé à Londres, de nombreux pays parmi les plus pauvres du monde font les plus gros progrès, en terme absolu, pour parvenir aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

20 pays se distinguent particulièrement et bonne nouvelle, le Togo figure sur cette liste avec le Bénin, le Vietnam, le Nicaragua, le Ghana ou le Burkina. L'étude de l'ODI, prend en compte un certain nombre de critères fixés par les OMD comme l'éradication de l'extrême pauvreté, la lutte contre la faim, la réduction de la mortalité infantile ou l'amélioration de la santé des femmes.

Cette étude a été financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et la Campagne du Millénaire des Nations Unies.

Elle s'appuie sur la base de données de l'ONU.



Diaspora Soutenir le Togo pour le sortir de sa situation plus qu'explosive

Conférence-débat à Lille sur la problématique de la démocratie au Togo

Mercredi 30 Juin 2010 - 21:00 - **Ce 25 juin 2010, sur l'initiative du Parti socialiste français de la fédération Nord, s'est tenue en son siège à Lille, une conférence-débat sur le Togo avec pour mot d'ordre «La situation au Togo nous concerne. Elle vous concerne».**



Cette conférence a réunie autour des responsables fédéraux, Kofi Yamgnane ancien ministre de la République française et porte-parole du Frac (Front républicain pour l'alternance et le changement) au Togo, un mouvement d'opposition et François Boko, ancien ministre de l'intérieur du Togo et avocat au barreau de Paris. On note aussi dans la salle des élus municipaux du département du Nord qui veulent s'outiller sur la question togolaise et de nombreux Togolais résidant dans le Nord Pas-de-Calais qui ont fait le déplacement.

Dans son mot de bienvenue, Virginie Tchoffo, conseillère déléguée au rapport Nord-Sud au PS a salué l'initiative du jour qui s'inscrit selon elle dans la logique de soutien aux peuples africains marginalisés et qui luttent pour s'affranchir de toutes dérives dictatoriales. Pour elles, «Si la démocratie c'est soutenir les populations qui souffrent et qui sont en quête de démocratie, oui alors le PS est du côté de l'opposition togolaise». Après un bref portrait des orateurs du jour, la parole fut donnée à Kofi Yamgnane de dresser un aperçu historique et géographique du Togo et de présenter la situation socio-politique actuelle du pays aux invités. D'après lui, le Togo est «un petit pays avec de grands problèmes. Si j'ai décidé de retourner au Togo, c'est pour aider au développement du pays. Car pour s'occuper des populations, il faut prendre le pouvoir politique pour s'occuper de tout le monde. Au Togo on ne lutte plus pour un développement mais pour une survie car les Togolais sont toujours de plus en plus pauvre. On a affaire à un régime dur qui s'est installé depuis 1963, un régime qui se considère toujours comme un parti-Etat, un parti unique».

Il a fait un bref retour sur le refus de sa candidature à la dernière élection présidentielle, refus qu'il associe à une volonté délibérée du Rpt d' «éliminer de la course un candidat gênant».

Kofi Yamgnane a par ailleurs égratigné Sarkozy qui ne veut rien faire de la situation actuelle car ne cherchant qu'à protéger les intérêts de ses amis personnels qui font des affaires louches dans le pays. Il cite en l'occurrence Bolloré qui contrôle la plupart des ports maritimes de l'Afrique subsaharienne. C'est pour cela dit-il que «le PS doit gagner 2012 pour une rupture dans les relations de la France avec l'Afrique. Car l'Afrique n'a pas besoin d'aide pour vivre, étant le continent le plus riche au monde». En conclusion, l'orateur souhaite qu'il faut «s'inventer un système politique qui correspond aux réalités du continent. De toute façon, nous prendrons le pouvoir pour proposer une alternative au Togo et au continent».

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Akim Oural, représentant Gilles Pargneaux, Premier secrétaire de la fédération Nord du Parti socialiste, tout en remerciant l'assistance et les invités, affirme que «l'Europe n'est pas à la hauteur de la question africaine. Car il faut arrêter de piller le continent. Et le PS français fera tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Europe discute d'égal à égal avec l'Afrique et ne plus parler de rapport de soumission». M. Oural a pris la mesure de la situation délétaire du Togo répéter le soutien sans faille du Parti Socialiste et de la Première secrétaire Martine Aubry à la lutte du peuple togolais pour sa liberté et son souhait de désigner ses dirigeants.

M. Boko François a eu l'honneur de présenter le FRAC, ses objectifs et les perspectives qui s'offrent au Togo de sortir de l'ornière. Selon l'ancien ministre du Togo, le pays n'a aucun choix que celui de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le Togo, ne sera pas l'éternel mauvais élève de la sous-région qui fait du recul au lieu des avancées. Pour Boko, rien n'a fondamentalement changé dans le pays depuis la mort du Général Eyadéma et qu'au regard des fraudes massives ayant entravées le dernier scrutin présidentiel, le pouvoir togolais a intérêt à ouvrir un cadre de discussion et de négociation avec le véritable vainqueur de l'élection à savoir Jean-Pierre Fabre. Il a fustigé la stratégie de diversion qui a parachuté au gouvernement les amis de Gilchrist Olympio et que cette stratégie ne fait qu'empirer la situation politique. Il n'a pas manqué non plus de condamner la répression militaire et sanglante qui a fait trois décès à Lomé lors des manifestations contre la hausse des prix du carburant. Enfin M. Boko a exhorté la diaspora à se mobiliser et appeler le peuple togolais au courage pour la victoire.

Le débat qui a suivi a été intense et très nourri. Les différentes associations de la diaspora togolaise en France ont tour à tour pris la parole pour fustiger la prise éhontée du pouvoir par Faure. Elles ont sonné la mobilisation. Suivez les différentes interventions:

M. Agbodjan Georges: (Comité de soutien au peuple togolais Lille) Créé le 16 avril 2010 à Lille pour sensibiliser la fédération Nord du PS. Cette association est composée de toutes les diasporas africaines à Lille et des militants du PS. Le comité est derrière le Front républicain pour l'alternance et le changement qu'il entend soutenir de toutes les manières. Il a lancé un appel au PS pour aider le Togo et l'Afrique dans la lutte contre les potentats africains. La France a une responsabilité énorme dans ce qui se passe au Togo. Car le Premier président démocratiquement élu fut assassiné avec la complicité de la France.

Crépi Ayité, Conseil mondial de la diaspora togolaise CMDT): La politique togolaise est compliquée car les manipulations de conscience sont nombreuses et il faut expliquer cela pour que les partenaires comprennent. Il est revenu sur le CMDT qui vise un intérêt général et encourager l'Etat de droit, soutenir les projets de développement. Il a noté une forte communauté togolaise à Lille. Il dit que plusieurs associations togolaises sont actives sur le terrain. Il a annoncé que le prochain congrès du CMDT se tiendra les 24 et 25 juillet à Bruxelles.

Ernest Mourou: En ouvrant le siège de la fédération Nord Ps à l'opposition, le PS vient d'être du côté de l'opposition togolaise. Le Togo est aujourd'hui à un carrefour et il faut être déterminé à aller au bout. Il a confié les togolais de la diaspora à aller durant ces vacances sur le terrain pour manifester avec les togolais.

Sylvestre CDLT (Comité pour la démocratie et la liberté au Togo): Né en 2005 le comité œuvre pour inscrire durablement la lutte dans les consciences d'un peuple qui souffre. Il attend un soutien sans faille du PS au peuple. Le CDLT demande au PS de ne pas être complice du malheur des populations. Il compte regrouper les togolais de la région à s'investir dans la lutte pour la démocratie au Togo.

Intervention de la salle et des participants: demande au Ps de parler du cas Togo dans les médias: Akim (représentant du 1er Secrétaire de la fédération Nord) : la question des médias est difficile étant donné que les médias sont tenus par les amis de Sarkozy, les mêmes qui possèdent de gros intérêts en Afrique. Ce qui fait qu'il est difficile en France que les médias accompagnent les intérêts nobles. Il y a une sorte de schizophrénie des médias.

D'autres participants ont dit que le peuple meurt, qu'il est urgent d'intervenir le plus vite possible. Ne pas se focaliser sur le PS car s'il ne passe pas en 2012 comment feront les Togolais? Pour Dr Galley l'opposition doit s'entraider et former une équipe dynamique capable de renverser la situation actuelle du pays.

Des élus de la région qui ont fait dans le passé un tour au Togo ont témoigné que ce sont des ONG qui viennent au secours des populations. Mais malheureusement rien ne se fait pour aider le pays. Il faut tout faire pour apporter une aide et contribution au Togo.

Kofi est revenu sur le projet de société qu'il entend construire s'il vient au pouvoir suite à une interpellation concernant l'illisibilité de son projet de gouvernance. Il a lancé un appel pour que les soldats et les militaires togolais ne tirent plus sur leurs frères et concitoyens. La solution au problème du Togo, a-t-il conclu, réside au Togo.

Reportage, Jules Symféitchéou, envoyé spécial à Lille pour etiam.com (toutes nos excuses pour la qualité des images)

Etiam.com

Mercredi 30 Juin 2010 - 21:00

Diplomatie L'esprit indomptable du peuple togolais et américain



Solitoki Eso et Patricia M. Hawkins

Publié le 01/07/2010 - « Grâce à l'élection présidentielle du 4 mars dernier, reconnue par la communauté internationale comme une des plus crédibles de l'histoire du Togo, et grâce au gouvernement de large ouverture récemment mis en place, le Togo s'apprête à reprendre sa place de membre viable et reconnu de la communauté des Nations ». Ces propos sont ceux de l'ambassadrice des Etats-Unis au Togo, Patricia M. Hawkins, prononcés mercredi lors d'un discours à l'occasion de la fête nationale du 4 juillet.

Devant plusieurs centaines d'invités réunis dans les jardins de la résidence, dont plusieurs ministres, Mme Hawkins a invité les dirigeants togolais à lutter contre la corruption, à développer le système judiciaire, à encourager la liberté de la presse et à favoriser un « système politique équitable et compétitif ».

L'ambassadrice a invité le Togo à s'appuyer sur la plus grande ressource, son peuple.

Elle a également souhaité un renforcement de la coopération économique entre le Togo et les Etats-Unis grâce à des instruments comme l'Agoa (African growth and opportunity act).

Patricia M. Hawkins en enfin rendu hommage à l'« esprit indomptable du peuple du Togo et du peuple des Etats-Unis ».

Parmi les invités, on notait la présence de Solitoki Eso, le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, de Pascal Bodjona, ministre de l'Administration territoriale, d'Adjé Ottey Ayassor, le ministre de l'Economie et des finances, de Kokou Tozoun, le ministre de la Justice ou de Dédé Ahoéfa Ekoue, la ministre chargée de la Planification.

LIBERTE

Droits Homme TOGO Le HCDH face aux violations des droits de l'Homme

Mercredi, 30 Juin 2010 21:49 - « Les grands hommes sont plus grands que nous parce qu'ils ont la tête plus élevée, mais ils ont les pieds aussi bas que les autres » (Blaise Pascal)

A la suite de la présidentielle de 2005 qui entraîna une violation massive des droits humains et occasionna selon les Nations Unies entre 450 et 500, morts et selon les ONG togolaises de défense des droits de l'Homme, un millier de morts, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) ouvrit un bureau à Lomé en 2006. Lorsqu'il arrive que l'ONU prenne la décision d'installer un bureau du HCDH dans un pays, il faut comprendre que la situation des droits de l'Homme est vraiment préoccupante dans le pays en question. C'était réellement le cas au Togo à la venue au pouvoir de Faure Gnassingbé. Il fallait tout faire pour dissuader toute récidive en matière de violation des droits humains et en même temps, mettre un terme à l'impunité devenue un usage quotidien dans le pays. Dès lors qu'il n'y aurait plus de violation des droits humains avec l'implantation du bureau du HCDH dans le pays, censé être l'œil dissuasif de l'ONU, et que rien ne garantissait la fin de l'impunité, tout au moins, aussi longtemps qu'avec la présence du HCDH il n'y aurait plus de pareilles violations, il est à croire qu'on n'aurait plus à parler d'impunité, l'une entraînant l'autre. Mais le Togo est un pays où les vertus semblent avoir déserté le sommet de l'Etat et où l'on s'évertue à corrompre tout le monde sans calcul à coup de liasses de FCFA en commençant par les journalistes des médias privés locaux. Toute chose qui contribue à pénaliser le développement du pays; l'argent devant aider à la construction nationale étant détourné à des fins de propagande partisane et futile. Parmi ces acteurs de la communication, il y en a dont le subit changement de train de vie surprend aujourd'hui en 2010 : achat de maisons par-ci, et autres choses par-là. Cette corruption emballerait jusqu'aux représentants d'institutions de coopération bilatérale ou multilatérale qui ne savent pas résister à la tentation.

Entre 2006 et 2010, deux personnalités se sont succédé à la tête de l'institution implantée à Lomé : une Nigériane puis un Gambien. Le constat général fait par les Togolais tant sous la Nigériane Ige Olatokumbo que sous le Gambien Musa Gassama qui restera relativement plus longtemps, fut une espèce de complicité entre les responsables du bureau et le Pouvoir d'une part, et le manque d'indépendance de l'institution par rapport aux autorités du pays hôte. Depuis 4 ans que le bureau du HCDH existe chez nous, que de violations des droits humains n'ont été commises ! Quelles réactions positives et encourageantes les Togolais ont-ils vues côté HCDH ? Notamment quelle suite a connue l'affaire des jeunes Policiers à Attiégo en 2007 ? Ils ont été couverts par la hiérarchie. Nous ne mentionnons que ce cas. L'impunité a la vie dure au Togo. Il y a six jours, le parti OBUTS de l'ancien Premier Ministre Agbéyomé KODJO, comme dans un rêve, a été arbitrairement dissous par le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé, sur commande du Pouvoir, en dépit de toutes les preuves qui confirment ce déni de justice, et malgré toute la légèreté des arguments brandis par la Justice. La chose est si arbitraire et viole tant et si bien les droits humains, que tous les Togolais et même des gens proches du Pouvoir, n'hésitent pas à reconnaître que cette violation des textes de loi est si flagrante qu'elle n'aurait pas dû être utilisée pour régler des comptes. Maintenant que la décision finale est prononcée le vendredi 25 juin par la Justice et que le Président du parti arbitrairement dissous se prépare à interjeter appel contre une pareille décision qui n'a pas de raison d'être, quelle sera la position du HCDH dont le mandat arrive à expiration et dont le renouvellement est souhaité par la responsable ouest-africaine du bureau du HCDH ? Le laxisme de l'institution mise au chevet du Togo et sa complaisance méritent remède. On attend de voir si le HCDH aura son mot à dire.

E. Djibril LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.orgReprésentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

mo5-togo Economie Togo Travaux publics Des entrepreneurs demandent la démission du ministre des finances

6/29/2010 **L'Etat togolais est mauvais payeur, c'est devenu proverbial depuis l'inflation stratosphérique de la dette intérieure estimée à plus de 300 milliards FCFA. Le non-paiement de cette dette est à l'origine de la morosité dans le monde des affaires et du déclin, voire la disparition de nombreuses entreprises.**

N'en pouvant plus de ne pas être payé, des entreprises ont décidé de mettre fin à cette situation en réclamant vivement les créances sur l'Etat. Elles réclament notamment le paiement des travaux effectués pour le compte de la direction générale des travaux publics en 2003. Lesquels travaux avaient été exécutés sur le budget du défunt Fonds d'entretien routier (FER). Réunies dans le Comité des petites et moyennes entreprises (CPME), ces entreprises ont décidé de faire un sit-in ce 02 juillet devant le ministère de l'économie et des finances (CASEF) pour réclamer la démission de l'austère Adjé Otèth Ayassor, patron des lieux.

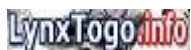
On reproche au ministre des finances son absence de dialogue avec les entreprises et son refus tout simplement de traiter le dossier en question. Les conséquences du non traitement de ce dossier sont multiples, selon le CPME : « pertes en vies humaines, cas sociaux au sein de nos populations (veuves et orphelins, exilés, fermetures d'entreprises entraînant un chômage en masse des ouvriers »

« Son excellence Monsieur le ministre de l'économie et des finances ne respecte pas la hiérarchie gouvernementale, sinon, pourquoi la lettre du Premier ministre N°1230/PM/CAB en date du 10 décembre 2008 qui lui a été adressée et lui demandant de faire prendre les mesures idoines pour résoudre définitivement ce problème est restée partiellement lettre ouverte ? », s'interroge le porte-parole du CPME, Gaston B. Kolani.

Le CPME a invité les patrons d'entreprises ainsi que les ouvriers au sit-in du 02 juillet. Le Fonds d'entretien routier a été dissous en 2008 suite aux inondations de la région méridionale du Togo ayant occasionné la destruction de plusieurs infrastructures routières, les ponts et les ouvrages d'arts. Le directeur du FER à l'époque, Ferdinand Tchamsi, n'a pas été en mesure de prendre en charge la restauration des infrastructures, et a été démis de ses fonctions par le chef de l'Etat. Selon les experts, le FER bénéficiait de plus de 10 milliards sur les taxes pétrolières. Son directeur n'a jamais été inquiété. Néanmoins, l'Etat a dissous le FER sans avoir fait un audit de la gestion de cette entreprise d'Etat qui aurait laissé des dettes colossales que devrait payer le contribuable.

Le refus du ministre de ne pas payer les entreprises est dû aussi par sa volonté de comprendre la transparence dans l'attribution et l'exécution des marchés publics. La transparence n'a pas toujours été la règle dans la gestion des BTP au Togo.

mo5-togo.com



Economie KALIFE La relance de l'économie mondiale doit passer par la bonne santé de l'Europe



Mercredi, 30 Juin 2010 20:56 - Je réaffirme que la crise financière mondiale ne peut être résolue que par une reprise européenne, parce que l'UE est la plus grosse économie du monde et le plus gros importateur du monde, dont les importations peuvent servir de locomotive pour l'ensemble des pays exportateurs du monde, y compris l'Afrique et l'Asie et les USA...

Actuellement, c'est la politique de rigueur annoncée par tous les pays membres de l'UE, face à leur endettement démesuré, qui effraie les bourses du monde entier et notamment les pays émergents d'Asie dont l'UE est le premier client de leurs produits d'exportation.

Je réaffirme qu'il faut absolument que la BCE crée de la monnaie EURO en créditant chaque Etat membre de 10.000 euros par habitant, ce qui entraînera aussitôt une baisse de l'EURO sur le marché des changes à un taux de change de 1 euro=1dollar US.

Cela rendra à nouveau les produits européens très compétitifs, comme en 1999/2002, période où l'UE avait un excédent commercial de 50 milliards\$ sur les USA.

Et cela va aussitôt créer des millions d'emplois en UE et résorber le chômage dans l'ensemble des pays de l'UE qui pourront alors réaliser un excédent budgétaire suffisant pour rembourser le restant de leurs dettes publiques.

Entretemps, le crédit de 10.000 euros/habitant et par pays, aura permis à chaque état membre de la zone Euro d'éponger en moyenne la moitié de sa dette publique, ce qui permettra aux divers gouvernements, sous le contrôle de la BCE (qui aura exigé cette condition avant de créditer chaque Etat membre de 10.000 euros par habitant), d'engager des travaux publics servant à la croissance des échanges entre les pays membres de la BCE, car il faut savoir que leurs ressortissants ne se connaissent pas bien entre eux, et cela les prive des moyens de se sentir membres à part entière d'une même communauté européenne, condition préalable à toute intégration politique européenne à travers des référendums nationaux.

En outre, ce redressement spectaculaire de l'économie européenne, (qui, je le rappelle, est la 1ère du monde avec ses 425 millions d'habitants) bénéficiera au monde entier puisque c'est l'UE qui importe le plus au monde, et sa croissance forte profitera alors à tous les pays exportateurs du monde, notamment asiatiques, qui verront leurs économies remonter à la suite de la remontée européenne.

Et l'UE deviendra alors la locomotive de l'économie mondiale, comme les USA avant que la Chine ne le soit devenue depuis 10 ans.

C'est ce qu'on appelle les bienfaits d'une dévaluation compétitive, dont la zone FCFA n'a pas su en profiter à la suite de la dévaluation de 50% du FCFA en 1994, pour en faire une lampe de lancement d'une nouvelle stratégie industrielle de valorisation locale de ses matières premières d'exportation. Mais cela est une autre affaire, celle du pillage des richesses nationales par ses dirigeants prédateurs, qui peuvent plus facilement tricher sur les exportations de matières brutes que sur les produits transformés.

NMK

Paris le 30 juin 2010

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Gouvernance TOGO Le vin Château Pétrus de Faure fait tourner la tête à Fo Gil

Mercredi, 30 Juin 2010 21:47 - Le fils de l'Indépendance est-il grisé par les deux cartons de vin Château Pétrus (l'un des vins le plus cher du monde) que le fils de la nation lui avait offert en guise de reconnaissance pour avoir légitimé son hold up électoral? Depuis qu'il a pris quelques gorgées ça ne fait que tourner dans sa tête. Les actes que pose l'ex-gourou de « Détia » laissent penser qu'il n'a plus la maîtrise de ses esprits. Comme un éléphant groggy dans un magasin de porcelaine, il gâche tout sur son passage.

Suspendu de l'Ufc et alors qu'il n'est plus habilité à agir et à parler au nom du parti, Gilchrist s'est permis à tour de recomposer le bureau et d'exclure certains membres dont les têtes ne lui plaisent pas. Mais il n'a pas eu le courage de vomir les deux arêtes (Jean-Pie et Patrick) qui restent en travers de sa gorge. Aujourd'hui, le grand manitou s'est enfermé dans une logique de destruction complète du principal parti de l'opposition. Avec le soutien des sommités du pouvoir qui le manipulent, le manœuvrent et l'instrumentalisent à leur guise. Le Maréchal a complètement perdu les pédales et est téléguidé comme un robot.

Pressé comme une diarrhée de se venger de ses lieutenants, Fo Gil qui bénéficie du soutien de la justice du clan qu'il a pendant longtemps vouée aux gémonies, serait chaud comme un lapin pour porter l'affaire de son exclusion devant les tribunaux togolais. Convaincu que ceux-ci trancheront en sa faveur. Cerise sur le gâteau, le Maréchal a convoqué illégalement et illégitimement le congrès national du parti pour ce samedi 4 juin. En quelques semaines seulement de collaboration avec les tenants de l'ordre ancien, Gilchrist est totalement et complètement imbu des méthodes abjectes et moyenâgeuses du Rpt qu'il retourne contre son propre parti. Le vin Château Pétrus de Faure fait vraiment ses effets.

LIBERTE HEBDO TOGO



Gouvernance TOGO M. Fofana n'a JAMAIS été Vice-président de l'ATLMC où ce poste n'existe pas

Mardi, 29 Juin 2010 14:04 - **D É C L A R A T I O N**

Réaction de l'ATLMC relative à la biographie de M. Bakalawa Fofana nommé Ministre dudit Gouvernement de Compétence.

M. Fofana n'a JAMAIS été Vice-président de l'ATLMC où ce poste n'existe pas. Halte à l'usurpation de poste et de fonction !

La présentation par les médias de la biographie de M. Bakalawa FOFANA nommé récemment ministre du gouvernement illégitime et illégal a, dans sa partie relative à l'ATLMC, soulevé un concert de protestations et d'indignation en particulier au sein des membres et sympathisants de ladite organisation.

En effet, l'on pouvait lire sur les sites d'information ce qui suit :

« FOFANA Bakalawa (UFC)

Est né le 31 décembre 1952 à Sokodé (Préfecture de Tchoudjo). Il débute ses études primaire et secondaires à Sokodé et obtient son Baccalauréat Série B ;

Il poursuit ses études en sociologie à la faculté of Ards and humanities de King Abdul Aziz Univesity à Jeddah en Arabie Saoudite :

M.Bakalawa est nanti d'un diplôme d'interprétariat Arabe Français –Arabe,d'un diplôme de traduction Arabe Français Arabe.

De 1990 à 1993 il fut chargé d'affaires du Togo en Arabie Saoudite (JEDDAH)

De 1991 à 2007 Directeur de l'Agence de voyage Sans frontières (AVOSAF)

M.Fofana a été président du COD 2 Sokodé de 1990 à 1993 , Vice président de l'ATLMC Association Togolaise de la manipulation des consciences)

Président fédéral de l'UFC de 2003 à 2007 M Fofana Bakalawa jusqu'à sa nomination était député à l'Assemblée Nationale membre du groupe parlementaire UFC et membre de la Commission des Affaires Extérieures ».

Que dire de cette biographie ? L'ATLMC fait l'économie du ténébreux cursus scolaire de M. Fofana et réagit uniquement pour la partie qui la concerne. Le choc des contradictions véhiculées par ce communiqué est tellement bouleversant que l'ATLMC se pose la question de savoir si M. Gilchrist Olympio qui est le père de ce projet de participation ou plutôt d'intégration de ses ouailles au RPT a daigné parcourir cette biographie avant de la rendre publique : cela est TRÈS inquiétant qu'il n'ait pas remarqué que son poulain ne pouvait pas, de 1990 à 1993, gambader simultanément en Arabie Saoudite en tant que Chargé d'Affaires du Togo dans ce pays du Moyen-Orient et à Sokodé au Togo en qualité de président du COD2...Les fonctions à remplir, ici et là, sont antinomiques car le RPT ne saurait payer ou entretenir un fonctionnaire en Arabie Saoudite lequel viendrait impunément lui contester sa souveraineté ou son règne au Togo. Cette confusion est énorme et les étincelles qu'elle provoque suffisent à éclairer ce domaine de manipulation où tous les vices semblent être réunis.

Comment M. B. Fofana peut-il avoir dirigé le COD2 à partir de 1990 alors que la Charte des partis qui a permis la création de ceux-ci -et plus tard leur mobilisation dans un collectif dénommé COD- n'est

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

intervenue qu'en 1991? Et lorsqu'il fut question, à l'avènement du COD2, de créer son bureau à Sokodé, c'est l'ATLMC qui, pour son rôle fédérateur, en assumait la présidence à travers son Secrétaire Général. S'il y avait un poste de Vice-Président, alors c'est son titulaire qui aurait représenté l'association car, il faut le dire pour l'histoire, le Président de l'ATLMC était déjà en exil au Ghana. En cas d'absence ou d'empêchement du Président, c'est le Secrétaire Général qui le remplace, statutairement. M. B. Fofana qui se proclame « Vice-Président » ne saurait le faire car ce poste n'a jamais existé. Nous sommes ahuris de voir M. Fofana procéder de la sorte. Tout le monde sait aussi que le COD1 est le moule naturel du COD2 qui ne pouvait donc voir le jour en 1990.

À l'attention de l'opinion publique, l'ATLMC déclare que selon l'article 12 de ses Statuts adoptés à Sokodé lors de l'Assemblée Générale Constitutive du 07 Avril 1991, il n'y a pas de poste de Vice-Président parmi les onze (11) que comporte le Bureau Exécutif.

La répétition ayant une valeur pédagogique, nous disons encore qu'il n'y a pas de poste de Vice-Président à l'ATLMC que M. Fofana définit (en omettant le mot Lutte), « Association Togolaise de la manipulation des consciences » alors que la dénomination consacrée est « Association Togolaise de Lutte contre la Manipulation des Consciences ». Imperceptible presque, la différence est en réalité grave car elle porte en elle une injure, une provocation et une déformation tendancieuse qui mériteraient que M. Fofana soit entendu par la justice. Mais par quelle justice ? Il devrait pouvoir nous dire en quoi et comment nous avons manipulé ou chosifié les consciences. Si MM. Gnassingbé, Olympio et Fofana pensent pouvoir noyer l'honorabilité de l'ATLMC dans ce pitoyable cas de biographie traficotée, eh bien, la mission d'apparence confiée au dernier cité n'aura aucune incidence sur notre association qui demeure toujours égale à elle-même. Sa base et son potentiel sont intacts sur place au Togo même si l'usure, planifiée par le RPT, a rendu amers certains de ses membres. Il est réconfortant de se rendre compte que les efforts de résistance contre la dictature sont le fruit de la maturité de ses membres où qu'ils se trouvent.

L'ATLMC pose les questions suivantes à M. Fofana ainsi qu'à ses protecteurs :

-est-ce manipuler ou chosifier les consciences que de se prémunir contre le génocide des Cotocoli qui avait démarré à Sotouboua le 30 Mai 1992 ? L'ATLMC est parvenue à déjouer le macabre dessein du RPT de transformer Sokodé en un vaste cimetière.

-est-ce manipuler les consciences que de protéger, en 1991 et en 1992, les Kabye dans la région centrale, innocents mais victimes de la soif inextinguible de triomphalisme tribal affiché par le président défunt ? L'ATLMC a, tambours battants, réussi à arrêter toute manifestation hostile à leur endroit alors que dans certaines régions du Togo ils étaient en proie à la vindicte populaire.

-est-ce manipuler les consciences que de défendre le droit de séjour des « gens du Sud » -termes utilisés par les stratèges du RPT- dans la préfecture de Tchoudjo où un tract, menaçant de mort ces compatriotes, avait été répandu partout ? L'ATLMC a réagi vivement en organisant une rencontre avec les responsables de cette importante communauté en vue de les rassurer et leur apporter l'aide dont ils pourraient éventuellement avoir besoin pour leur sécurité.

-est-ce manipuler les consciences que de convaincre les gens de ne plus s'adhérer au RPT qui a refusé de se conformer à sa dissolution dont le principe a été admis à la Conférence et prononcé ensuite par le Haut Conseil de la République ? Qu'y a-t-il de mieux que de maintenir l'éveil des consciences dans un pays rendu obscur par les nuages politiques appelés « dynastie anticonstitutionnelle » ?

-est-ce manipuler les consciences que de défendre en Europe le droit d'asile des persécutés politiques et cela, sans leur extorquer de l'argent ? Les faits parlent d'eux-mêmes.

Le respect de l'histoire que les fils de la localité ont écrite doit être un impératif au sujet duquel ils ne dérogeront jamais. La falsification des faits historiques est une atteinte grave à la mémoire des tués, des blessés à vie, des exilés, des prisonniers bref des vivants qui pâtissent encore et toujours des conséquences de ces retournements de veste. Aux dernières nouvelles qui sont précises et alarmantes, M. Bakalawa Fofana aurait reçu de l'argent de M. Faure Gnassingbé. Les condamnations pleuvent de partout surtout à Sokodé où l'atmosphère est électrique et où M. B. Fofana réfléchira plus d'une fois avant de s'y rendre. Sans commentaire. Inconsolables, les témoins ne manquent pas et se posent la pertinente question de savoir si la carrière de l'opposant politique togolais se termine-t-elle toujours au RPT ? Triste et troublant constat !

Les partis politiques de l'opposition ainsi que les militants devraient étudier sérieusement ce problème récurrent ; en lançant les idées en vrac, l'ATLMC suggère que l'on pourrait élaborer une autre forme de contrat, sacré si possible, entre les leaders ou les élus et leur corps électoral ; ce qui pourrait aider à réduire l'amplitude et les effets corrosifs de ce désastre.

Cette espèce de moralisation et de cadrage de la vie politique permettrait d'établir une meilleure chaîne de compétences et de solidarités entre les protagonistes, c'est-à-dire entre les prochains candidats aux différentes consultations populaires et les électeurs qui doivent s'imposer désormais comme une véritable force de décision et même d'orientation. Les leaders de l'opposition, les prochains représentants du peuple ainsi que certains responsables de parti etc...devront statuer -sur le fond et sur la forme- sur comment rencontrer le RPT si ce dernier leur en faisait la demande ou, dans le cas contraire, comment décliner respectueusement l'invitation. Il ne s'agira plus de « murmurer » ou d'entretiens inaudibles entre un leader de l'opposition et le RPT . Il serait salutaire de le faire à deux ou à plusieurs bref il faudra éviter de se laisser cerner seul ; ce qui aurait l'avantage considérable d'écarter les doutes dans les comptes rendus qu'il faudrait faire à la base qui, plusieurs fois orpheline de ces abandons inhumains, souffre trop dans sa chair : la méfiance risque de s'installer durablement au détriment de l'opposition.

Les « murmures » avec le RPT expriment quelque part la possibilité d'accepter un jour l'ignoble et dégradant « marchandage ». Lorsqu'un opposant fait cavalier seul dans la forteresse du RPT sous prétexte qu'il y est invité, il doit savoir qu'il s'expose dangereusement à tous les pièges, visibles et invisibles, imaginables et inimaginables. Le plus souvent l'invitation n'est émise que lorsque la certitude est établie que le « politicien à acheter » n'a plus de porte de sortie. Le mode opératoire du RPT reste le même puisqu'il s'agit de se maintenir au pouvoir en corrompant par tous les moyens -au propre comme au figuré- ceux de l'opposition qui empêchent le RPT d'évoluer royalement. En moissonnant périodiquement les têtes fleuries de l'opposition, le RPT fait vaciller les bases de nos structures de lutte qui, affaiblies par des secousses de déception profonde, n'auront plus ni l'envergure ni le courage de continuer. C'est le but du RPT : décapiter ou détourner les leaders de leur idéologie politique et racler les bourgeons ou talents en herbe susceptibles de rallumer demain la flamme de la contestation que personne ne sera en mesure d'éteindre jusqu'à la libération du peuple togolais.

L'ATLMC voudrait rappeler à M. El Hadj B. Fofana que toutes les religions dont l'islam dont il se réclame, interdisent formellement de poser des actes répréhensibles ou se rapportant à la malversation tels que mentir, tricher, corrompre, voler, trahir, tuer, déformer, semer le désordre ou la haine, saccager, prendre l'engagement puis tromper etc...Dribbler ses partenaires ou son entourage -qui continuent de leur

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

côté par se conformer aux exigences du sacrifice politique-, se mettre à l'ombre d'un parasol RPT et laisser les autres sous le soleil accablant de l'injustice politique ne procurent que des torrents de sueur au politicien acheté comme une vulgaire marchandise: c'est le parasol du paradoxe ou le paradoxe sous le parasol dont il faut s'éloigner. Transpirer sous un parasol ou dans un bureau climatisé? Oui, n'en soyons point surpris car « la conscience n'est jamais close ».

Pour cimenter la cohésion du groupe et pour éviter de trahir leur engagement dans cette lutte populaire, les partenaires de M. B. Fofana qui le soupçonnaient déjà de légèreté, avaient proposé de soumettre la conscience de chacun à l'épreuve du Coran par lequel il fallait jurer. Mais M. Fofana a esquivé. L'ATLMC demande à M. El Hadj B. Fofana de relire le verset 28 de la Sourate 18 du Saint Coran : « Fais preuve de patience (en restant) avec ceux qui invoquent leur Seigneur matin et soir, désirant Sa Face. Et que tes yeux ne se détachent point d'eux, en cherchant (le faux) brillant de la vie sur terre. Et n'obéis pas à celui dont Nous avons rendu le coeur inattentif à Notre Rappel, qui poursuit sa passion et dont le comportement est outrancier » car les versets 13, 14 et 15 de la Sourate 17 disent : « Et au cou de chaque homme, Nous avons attaché son oeuvre. Et au Jour de la Résurrection, Nous lui sortirons un écrit qu'il trouvera déroulé : Lis ton écrit. Aujourd'hui, tu te suffis d'être ton propre comptable. Quiconque prend le droit chemin ne le prend que pour lui-même ; et qui quiconque s'égare, ne s'égare qu'à son propre détriment. Et nul ne portera le fardeau d'autrui... »

L'ATLMC profite de cette occasion pour renouveler sa ferme condamnation de tous ceux qui ont fait leur entrée dans ce gouvernement dont la formation offusque les consciences et jette le dévolu sur de véritables sangsues dissimulées au sein de l'opposition dont les rangs, de plus en plus, se purifient heureusement. L'ATLMC dénonce les manigances et le dévergondage utilisés par M. B. Fofana pour se faire nommer ministre d'un gouvernement dont le manque de sérieux et de patriotisme semble être le dénominateur commun à ses membres ; sinon comment expliquer qu'après la proclamation des résultats, M. F. Gnassingbé soit resté étrangement silencieux pendant 2 mois et pourquoi sa prestation de serment n'a-t-elle pas été faite dans les délais prescrits par la loi ?

Soyons sérieux et que les souffrances infinies de ce peuple étreignent quelque peu les fibres de nos coeurs. Est-ce ainsi qu'on bâtit un « gouvernement de compétence », ce concept d'innovation avancé et soutenu mordicus par le RPT ? Si magouille remplace allègrement compétence comme nous le constatons, il convient de dire que les Togolais, effarés, réalisent encore une fois qu'ils sont à mille lieues de la normale, que la médiocrité entache en profondeur la République qu'ils veulent sauver et qu'ils doivent fermement continuer à revendiquer la victoire qui leur a été volée.

Ni de près, ni de loin, -c'est-à-dire ni avec le RPT qui est prêt à enrôler des « opposants » dans son « melting-pot » et à agiter sans gloire le fanion de l'unité nationale, ni avec M. G. Olympio et son groupuscule- l'ATLMC n'a pris part à aucune tractation destinée à faciliter la formation d'un appareillage politique vomie par le valeureux peuple togolais : elle reste fidèle à l'objectif primordial qu'elle s'est fixée, à savoir, contribuer à l'éradication de la dictature au Togo et à son développement harmonieux. L'ATLMC ne se baigne pas dans les eaux boueuses de la dictature où macèrent, par surcroît, des détritiques qui ont la propriété de rétrograder le développement de notre pays à « 100 ans en arrière. »

L'ATLMC rappelle que dans sa déclaration du 09 Mai 2010, elle avait dit, en prévision de ce qui se passe actuellement que : « Talleyrand a écrit : « le meilleur moyen de renverser un gouvernement, c'est d'en faire partie ». Si cela s'est révélé payant dans certains pays, cette disposition d'esprit ne se vérifie pas au Togo. Ceux qui ont tenté de le faire ont été phagocytés et anéantis par le régime du RPT, ne pouvant plus retrouver leur virginité politique souillée par leur bassesse ou leur naïveté et ne sachant pas non plus

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

accéder au périmètre de sécurité ou aux faveurs alléchantes de l'ensemble politique qui les a séduits d'une manière ou d'une autre. Ils porteront la balafre indélébile de la trahison ou de l'impuissance au risque de la transmettre à leurs héritiers. »

Y a-t-il pire prison que celle de l'extinction intellectuelle et spirituelle à laquelle conduisent cupidité et voracité? En prenant le chemin opposé au patriotisme, à la notion de correction et à la raison humaine, ces fils se sont engagés dans le tunnel de l'absurdité où l'absence d'oxygène éteindra le peu de lumière qu'il leur est restée. Si la société est définie par certains penseurs comme étant une collectivité humaine dont les éléments se copient les uns sur les autres, nous constatons que cette imitation se fait tout de même intelligemment, que les résultats peuvent être divergents et que les leçons tirées permettent de réaliser le progrès de l'humanité...car ce sont les vivants, enrichis de leur moisson ou assagis par leur échec, qui construisent le monde sans humilier ou provoquer leurs congénères. Et ils évitent surtout de se revêtir du monseigneur.

« L'opposition est morte, vive l'opposition ». L'histoire fera le reste car les complices, dans le mal, terminent aussi mal. Le peuple a toujours le dernier mot, ne l'oublions pas. Tous avec le FRAC pour le reste du parcours qui nous sépare de la victoire!

Nous ne saurions terminer sans souhaiter un Bon Mondial à tous les participants d'où qu'ils viennent. Puissent aussi les représentants africains produire un football de qualité. Puisse enfin l'Afrique du Sud sortir comblée par cet événement mondial qui se déroule pour la première fois sur notre cher continent. À tous les démocrates togolais, l'ATLMC dit que le cas de ce pays qui sort de l'apartheid doit nous servir de leçon, politiquement et sportivement. Nul doute qu'un jour, le Togo, comme l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, trouvera sa liberté et sa gloire, le tout agrémenté par nos « vuvuzelas ».

Fait à Bremen (Allemagne) le 27 Juin 2010.

Pour le Bureau National

Le Président

Sese-Rekuah AYEVA

Ancien Membre du Haut Conseil de la République (HCR)

Parlement de Transition



Médias Un hebdo pour le développement



Publié le 30/06/2010 - Le paysage médiatique vient de s'enrichir d'un nouveau titre, « Nouvelle Expression », paru mardi à Lomé. Les promoteurs soulignent que, malgré l'abondance de titres au Togo, l'essentiel du contenu est essentiellement politique alors qu'ils existent bien d'autres thèmes d'intérêt totalement négligés. Aussi, le journal entend se consacrer en priorité aux questions liées au développement. « A l'endroit des gouvernants, Nouvel Expression veut être une force de proposition, et pour les lecteurs un support d'analyse qui permettant de lire l'info autrement », explique Raphaël Tomegah, promoteur du projet.

L'hebdomadaire est publié tous les mardis.



Médias 4 juillet jour de vérité à l'UFC



Publié le 30/06/2010 - La hausse des prix des carburants suscite toujours de nombreux commentaires dans la presse.

« Chaudes empoignades en vue », titre **Golfe Info** à propos des négociations actuelles entre le gouvernement et les syndicats ; négociations que **Le Magnan** qualifie de « houleuses ». Ce journal se demande si « la bombe sera désamorcée avant vendredi », jour prévu pour une grève de protestation.

Forum de la semaine croit savoir que le gouvernement prépare « une baisse de 15 Fcfa du litre » pour dénouer la crise. « Le maintien (du prix des carburants) pourrait avoir des conséquences fatales (...) », écrit le quotidien.

Info Sud évoque des « tractations en cours pour éviter la grève générale du 2 juillet ». « L'augmentation des prix des produits pétroliers a entraîné comme un effet domino, la hausse des prix des produits de premières nécessités. La spéculation bat son plein malgré la promesse du gouvernement de prendre des mesures idoines pour contrôler les prix sur le marché » écrit, de son côté, **Liberté**.

Pour **la Dépêche**, la crispation du climat social est récupérée par le Frac « Selon nos informations, dès l'annonce de l'augmentation des prix des produits pétroliers, des responsables du FRAC ont nuitamment multiplié des réunions avec leurs membres disséminés dans tous les quartiers de Lomé. Des commandos ont été formés pour approcher isolement des chauffeurs pour un assaut qui était prévu pour le 21 juin », peut-on lire dans ce journal.

Autre sujet largement traité par les journaux parus mercredi, la crise qui persiste au sein de l'UFC.

Le Magnan affirme que le Bureau national de l'UFC fonctionne dans l'illégalité la plus totale depuis le dernier congrès du parti. Le journal note que le secrétaire général, Jean Pierre Fabre, n'a rien fait pour l'adoption de nouveaux statuts. « Il s'agit là d'une faute professionnelle qui incombe entièrement au SG de l'UFC », écrit **Le Magnan** qui affirme que, compte tenu de cette défaillance le président national (Gilchrist Olympio, ndlr) a bien fait de prendre ses responsabilités en procédant au recadrage des organes du parti ; un pouvoir que lui confèrent les statuts de 1992 et le règlement intérieur adopté en 1997.

Le Congrès extraordinaire de l'UFC devrait avoir lieu le 4 juillet, indique **Liberté** ; une date d'avance rejetée par les amis de M. Fabre, ajoute le quotidien.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Politique Gilchrist Olympio enclenche la procédure de destruction de l'UFC avec le soutien du pouvoir

Les frasques de l'« Opposant historique »



Mercredi, 30 Juin 2010 21:37 - **Pascal Bodjona prend fait et cause pour Gilchrist Olympio**

Si l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (Obuts) d'Agbéyomé Kodjo a été dissous par décision scélérate de justice jeudi dernier, le prochain parti sur la liste à se voir disloqué pourrait bien être l'Union des forces de changement (Ufc), du fait de l'égo surdimensionné de son leader.

On s'attendait à le voir entreprendre sa vendetta pour son exclusion temporaire décidée par le Bureau national le 28 mai dernier, lui connaissant un instinct rancunier hors norme, histoire de reprendre le contrôle du parti qu'il a visiblement perdu au profit de Jean-Pierre Fabre et le reste du Bureau national. Eh bien les choses se précisent. Le calme n'était donc que temporaire.

Un congrès extraordinaire le 4 juillet

Gilchrist Olympio vient en effet d'enclencher sa vengeance. Ayant échoué dans sa tentative de rétablir son autorité perdue en recomposant le Bureau national contre toute disposition statutaire, il veut aller plus loin. Selon les indiscrétions, le « Maréchal » démobilisé se proposerait d'organiser un congrès extraordinaire le dimanche 4 juillet prochain. Des tractations seraient déjà entreprises pour embarquer dans cette aventure les membres de certaines fédérations du parti. Dans le camp de la légalité, celui de Jean-Pierre Fabre, on préfère en rire. « Ce sont là les ébats d'un moribond. Cette initiative de Gilchrist Olympio frise le ridicule. Les textes de notre parti sont clairs, c'est le Bureau national qui organise un congrès sur convocation du Secrétaire général qui propose l'ordre du jour. Dans le cas d'espèce c'est donc Jean-Pierre Fabre qui doit y procéder... Et puis aussi, Gilchrist Olympio à l'instant « T » est exclu du parti, il ne peut donc plus se prévaloir membre et organiser quoi que ce soit », réagit un responsable du parti. C'est le contraire qui aurait étonné.

La Justice comme alternative pour trancher

Il nous revient que l'« opposant historique » envisage de saisir le Tribunal de première instance de Lomé pour porter plainte contre le Bureau national du parti incarné par Jean-Pierre Fabre. Cette recette serait une alternative au cas où le Congrès extraordinaire n'aboutirait pas à réinstaller Gilchrist Olympio. Et tout ce scénario serait mijoté dans les laboratoires du pouvoir. Avec la jurisprudence Obuts, il y a de fortes chances que la Justice togolaise en voie de modernisation –hummm...- lui donne raison. Malgré l'illégitimité de la plainte portée par le couple Vidada-Codjie, les arguments avancés par la Défense et la clarté de la charte des partis politiques, ce sont eux qui l'ont emporté. Et celui qui a joué le jeu trouble dans cette affaire, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales va sans doute récidiver.

Pascal Bodjona donne les couleurs

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

On se rappelle, Gilchrist Olympio a procédé le 15 juin dernier à un simulacre de reconstitution du Bureau national de l'Ufc. Il a tout d'abord cassé le Bureau issu du congrès ordinaire des 18 et 19 juillet 2008, puis formé un autre, où sont reconduits bizarrement Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, bref la presque totalité des membres de l'ancienne équipe, sauf la Vice-présidente Me Isabelle Améganvi et le Secrétaire national à la Communication Eric Dupuy. Ce Bureau made by Gilchrist Olympio a été également élagué des sections Jeunesse et Dame et ampliation de cette décision scélérate a été faite au ministère de l'Administration territoriale.

Après ce coup de tête du « Maréchal », le Bureau légitime incarné par Jean-Pierre Fabre a saisi par lettre datée du 23 juin ledit ministre pour lui faire part de certaines clarifications. Il a été rappelé à Pascal Bodjona, dans ce courrier signé de la 3ème Vice-présidente Isabelle Améganvi, la décision du Bureau national en date du 28 mai 2010 relative à l'exclusion temporaire de Gilchrist Olympio, et donné copie de la résolution N° 004 du 2ème Congrès ordinaire de l'Ufc relative à la révision des statuts et du règlement intérieur du parti. « Seule la composition du Bureau national telle qu'issue du 2ème Congrès ordinaire du parti est légale et régulière jusqu' au prochain Congrès », précise le courrier. Assez donc pour montrer l'illégalité de la sortie de Gilchrist Olympio. Mais le préposé du gouvernement semble choisir le camp du nouvel ami du pouvoir.

Dans le courrier réponse daté du 25 juin 2010 à Mme Isabelle Améganvi, donc au Bureau national, Pascal Bodjona prend visiblement fait et cause pour Gilchrist Olympio, donnant ainsi les couleurs du dénouement probable sur ce mélodrame Ufc s'il devait finir à la Justice. « Il m'est loisible de rappeler que par lettre en date du 15 juin 2010, le Président national de l'Ufc a porté à notre connaissance, pour déclaration, le changement intervenu dans la direction de ce parti en annexant à sa lettre la liste des membres du nouveau bureau national », a répondu le ministre, avant d'assener : « Dès lors, vous conviendrez avec moi que votre lettre, postérieure à celle de M. Gilchrist Olympio, ne saurait produire d'effet rétroactif de nature à annuler les actes antérieurement posés par le Président national de l'Ufc ». Voilà qui est clair.

« Gilchrist Olympio est dans une logique de destruction systématique de l'Ufc », flairait tout récemment Eric Dupuy. C'est sans doute le scénario qui est ainsi enclenché. C'est tout de même regrettable que Gilchrist Olympio qui a passé toute sa vie à combattre le régime Gnassingbé et décrier la Justice togolaise, en vienne aujourd'hui à s'en servir pour détruire l'œuvre de tant de jours, son propre parti.

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO

Mo5 TOGO Politique Querelle UFC le ministre Pascal BODJONA au secours de Gilchrist OLYMPIO

6/29/2010 **Le pouvoir vient de se mêler de la querelle interne à l'UFC en prenant désormais parti pour Gilchrist Olympio. Le 23 juin dernier, le Bureau national de l'UFC écrit une lettre de clarification au ministre de l'administration territoriale, Pascal Akoussoulèlou Bodjona, pour lui signifier la nullité de la recomposition du bureau national effectuée le 15 juin dernier par le président national temporairement exclu, Gilchrist Olympio.**

« Seule la composition du Bureau national telle qu'issue du 2ème congrès ordinaire du parti est légale et régulière jusqu'au prochain Congrès », indique le courrier de l'UFC signé par la troisième vice-présidente et député de Kloto, Mme Isabelle Ameganvi, elle-même exclue du nouveau Bureau national version Gilchrist Olympio.

En réponse, voici ce qu'écrit le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona : « Il m'est loisible de rappeler que par lettre en date du 15 juin 2010, le Président national de l'UFC a porté à notre connaissance, pour déclaration, le changement intervenu dans la direction de ce parti en annexant à sa lettre la liste des membres du nouveau bureau national ». En conséquence : « ...vous conviendrez avec moi que votre lettre, postérieure à celle de Monsieur Gilchrist Olympio, ne saurait produire d'effet rétroactif de nature à annuler les actes antérieurement posés par le président national de l'UFC », conclut le ministre Bodjona.

Même si on le soupçonnait, c'est la première fois depuis janvier dernier, début des bisbilles familiales à l'UFC, que l'on voit l'Administration territoriale prendre clairement fait et cause pour Gilchrist Olympio. Certes, lors de la visite des délégations du Bureau national de l'UFC aux fédérations à l'intérieur du pays, les préfets avaient fait obstruction dans certaines préfectures, prétendant ne pas avoir reçu de lettres du Président national temporairement exclu.

Mais cela dénote d'une montée d'un degré de l'escalade vers l'implosion de l'UFC. De sources proches du Bureau national, il semblerait que Gilchrist Olympio s'apprête à convoquer un congrès extraordinaire dans quelques jours, contrairement aux statuts du parti qui laisseraient cette primauté au Secrétaire national Jean-Pierre Fabre.

Rien ne va plus à l'UFC. Et avec l'immixtion de l'Administration territoriale dans la bisbille interne, la confusion est telle que plus personne ne peut s'assurer de la survie du parti.

Gilchrist Olympio est entré en conflit avec la majorité du Bureau national depuis que Jean-Pierre Fabre avait été porté candidat à la présidentielle de mars 2010. M. Olympio accuse la tendance du Secrétaire Général de lui avoir fait un putsch. Et le Bureau national l'a exclu temporairement, ainsi que tous ceux qui le soutiennent, pour être entré au gouvernement Gnassingbé – Houngbé II, sans l'accord du parti.

Sept ministres proches de Gilchrist Olympio sont actuellement au gouvernement au titre de l'UFC.

Mo5-togo.com



Politique L'alliance Gilchrist-Faure pour martyriser le peuple togolais Répression meurtrière des manifestations contre la hausse du prix du carburant



Mardi, 29 Juin 2010 14:21 - A peine deux mois se sont-elles écoulées après l'accord de collaboration entre Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé que des événements malheureux mettent à mal le marché entre fils de présidents. La « grève » des conducteurs de taxis a secoué le gouvernement, sans doute, mais elle demeure une véritable épreuve pour le « président » de l'Union des Forces de Changement (UFC). La réussite de l'attelage étant un challenge pour lui, ses échecs le sont davantage encore.

Un mauvais temps pour le pouvoir

Les mouvements d'humeur des populations les 22 et 23 juin derniers ne s'oublieront pas de sitôt dans le sérail du pouvoir. Elles seront pour longtemps encore étudiées, décryptées et analysées pour en tirer les conclusions adéquates. Gageons tout de go et sans aucun risque que ces conclusions ne serviront pas à rectifier le tir mais plutôt à traquer les éventuels « meneurs ». M. Houngbou et son patron Faure Gnassingbé sont à mille lieues d'imaginer que la rue gronderait autant en réponse à leur forfaiture. Ils s'attendaient sûrement à une réaction mitigée, comme à l'accoutumée, faite de fatalisme et d'impuissance, sur fond de crainte de la répression. Mal leur en a pris. Sans aucune coordination visible, sans aucune tête pensante évidente, les citoyens dépités et courroucés par le caractère sauvage et implacable de la décision de hausse des prix se sont spontanément constitués en groupes de dénonciation et de contestation. Comme par enchantement, la rue a commencé à hurler et à pester contre les autorités, de façon synchronisée et organisée. Cela a duré deux journées, et certains quartiers ont joué les prolongations jeudi matin.

Avouons que le gouvernement n'a pas vu venir le couperet ni la menace. Il n'avait plus la tête à parer à toute éventualité vu que de vendredi, jour de la décision de hausse, à lundi, rien de concret n'a présagé d'une telle tournure des événements. Aussi doit-on préciser que le déclenchement subit des manifestations au petit matin du mardi 22 juin l'a plus que surpris et pris au dépourvu. Dans un premier temps, il aurait cru à une simple saute d'humeur passagère qui s'estomperait après quelques heures. Mais cela va durer deux jours. C'est un mauvais temps pour lui. Pour avoir inféodé les syndicats et les avoir réduits à des caisses d'enregistrement ou à des structures faire-valoir qui se contentent de communiqués à l'eau de rose, Faure Gnassingbé et le RPT se croyaient hors de danger, raison pour laquelle ils malmènent les travailleurs sans crainte aucune de fronde aux issues inconnues. Toutes leurs prévisions ont ainsi été vivement et sévèrement démenties et battues en brèche.

Conséquence : le tout nouveau gouvernement dont l'assemblée nationale a validé le programme d'action quelques jours plus tôt perd toute crédibilité aux yeux des populations. Celles-ci ne semblent plus rien attendre de lui, étant entendu que, à peine a-t-il pris fonction qu'il décide des mesures asphyxiantes et impopulaires. Cet échec suivra ledit gouvernement durant tout son exercice. Que peut faire un

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

gouvernement qui n'a pas la confiance des populations dont il est censé protéger et promouvoir les intérêts ? A priori et de toute vraisemblance, rien. Il s'enfoncera dans les dérives et avancera tête baissée dans sa logique criminelle, selon l'avis des gouvernés. Dans le contexte du gouvernement de collaboration Houngbo II, cette situation est synonyme de mise en difficulté pour le camp du pouvoir.

Coup dur pour Gilchrist Olympio

Le pouvoir de Faure Gnassingbé sait, sans l'avouer, c'est de son habitude, de père en fils, que les deux jours de mouvements « sauvages » des consommateurs ont été difficiles pour lui. Mais il n'est pas seul à laisser des plumes dans la situation. Son allié « de luxe » Gilchrist Olympio est aussi concerné.

En s'engageant dans l'initiative de collaboration avec le RPT, M. Olympio avait prétexté qu'il le fallait pour apporter le mieux-être aux populations qui ont trop payé le prix de luttes politiques interminables. Il semble convaincu qu'en faisant siéger « ses » militants dans le gouvernement du RPT, il ouvrirait la voie à une ère de mieux-être. La lutte pour l'alternance, au nom de laquelle des milliers de Togolais sont morts, est mise entre parenthèses au profit d'une collaboration de six (6) mois. Les objectifs immédiats à atteindre dans ce délai sont les mêmes que les oppositions réclament depuis vingt ans : limitation du mandat présidentiel, réformes institutionnelles et constitutionnelles, autonomie réelle des institutions, réalisation d'un fichier électoral fiable, etc., oubliant subitement que les mêmes objectifs avaient été fixés en présence de témoins prestigieux comme Jacques Chirac, Blaise Compaoré, sans résultat probant.

Deux mois ont suffi pour que le fils de Sylvanus découvre que son engagement promet de ne point être une sinécure. Du travail l'attend si tant est que le gouvernement auquel il participe doit prendre des mesures impopulaires telle la hausse des prix des produits pétroliers. Là où le bât blesse est que M. Olympio a symbolisé pendant de longues années le « messie » du peuple. Beaucoup ont cru que, s'il accédait au pouvoir, leurs souffrances prendraient fin, que leurs rêves prendraient forme. Ils ont fantasmé sur le « paradis » nouveau que deviendrait le Togo de Gilchrist Olympio. Mais alors, on ne sait pas ce qui se passe dans leur tête à présent que M. Olympio est partie prenante du gouvernement qui les assomme par des décisions pareilles.

Le moins qu'on puisse dire est que la déception ne manque pas au rendez-vous. Tout au moins, ceux qui ont cru en la chance de réussite de l'attelage Gilchrist-Faure doivent se poser des questions sensibles. Est-ce à cette gare que M. Olympio nous conduit en s'alliant au RPT ? A quelle sauce serons-nous mangés dans l'avenir proche ? Doit-on faire le deuil de nos prétentions et de nos rêves suscités par le rapprochement entre les fils de présidents ? Ces questions n'ont pas de réponse puisque le concerné ne dit rien pour le moment. Parti au gouvernement, il est désormais lié par le devoir de réserve, obligé d'en assumer les réussites mais aussi les échecs, sans mot dire.

D'un autre côté, la réaction des pessimistes et des pourfendeurs de l'accord de collaboration trouvent du pain béni. La situation de la « grève » des consommateurs apporte de l'eau à leur moulin. Parce qu'ils n'ont pas cru à l'éventualité d'une réussite de l'entreprise de M. Olympio, parce qu'ils ont présagé qu'elle va se terminer dans le fiasco total et la « mort » politique de l'« opposant historique », ils ne tarissent pas d'avis et de quolibets pour apprécier la nouvelle situation. Pour certains, le rôle véritable de M. Olympio dans la configuration actuelle du pouvoir au Togo est pour le moins ambiguë. Pourquoi l'homme a-t-il si facilement accordé ses violons avec l'enfant d'Etienne Eyadéma ? Quel est le but réel qu'il vise ? En essayant des réponses à ces questions, il apparaît que pour certains, une grande majorité, M. Olympio est en situation d'intelligences infertiles avec le pouvoir. Selon cette tendance, Gilchrist Olympio, par dépit et par colère, se serait rangé dans le camp du pouvoir pour régler ses comptes aux populations qui lui préfèrent

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

actuellement Jean-Pierre Fabre. L'ayant désavoué, elles sont allées loin en l'humiliant le 17 avril sur la corniche en face de l'hôtel Ibis. C'est pour toutes ces raisons que, dit-on, il se serait rendu avec armes et bagages, à ses adversaires d'hier. Ce qui arrive ne l'émouvrait aucunement. D'où la conclusion de complicité, voulue ou de fait, avec Faure Gnassingbé pour rendre la vie difficile à ses détracteurs.

Pour d'autres, la hausse impopulaire des prix des produits pétroliers aux conséquences calamiteuses pour les populations signe l'impuissance de M. Olympio et de ses amis au gouvernement à influencer positivement et sensiblement sur l'action gouvernementale. Contrairement à leurs prétentions et à leurs prévisions, ils se retrouvent dans la situation inconfortable de devoir porter le chapeau de la responsabilité au même titre que le RPT. Occasion rêvée pour les détracteurs de souligner l'impossibilité fatale pour M. Olympio de produire des résultats en s'acoquinant avec le pouvoir avide d'autorité et de privilèges. Les fruits ne portent donc pas la promesse des fleurs. On peut reprocher à cette tendance la hâte avec laquelle elle conclut à l'échec assuré de l'entreprise de collaboration. En admettant ledit reproche, on ne peut s'empêcher de reconnaître que la colère de la rue a porté un rude coup à M. Olympio et à ses prétentions. Rien ne présage que l'avenir sera moins rude et moins implacable. Le pire est peut-être devant. Le meilleur n'est pas exclu.

Nima Zara

Le correcteur



Politique Quatorzième marche de protestation du FRAC Propos des leaders

Les populations ont contesté la hausse du prix de l'essence et condamné la décision de dissoudre OBUTS

La mobilisation a été encore grande samedi lors de la 14ème marche du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC). Et pour cause. Les milliers de manifestants voulaient une fois encore protester contre la hausse du prix des produits pétroliers et contester la décision de la Justice de dissoudre OBUTS sans oublier la réélection controversée de Faure Gnassingbé. En réalité, cette quatorzième marche intervient après deux jours de contestation populaire contre l'augmentation du prix de l'essence et au lendemain de la dissolution du parti OBUTS d'Agbéyomé Kodjo, prononcée par le tribunal de première instance de Lomé.

Les leaders du FRAC en l'occurrence Jean-Pierre Fabre et Agbéyomé Kodjo ont saisi l'occasion pour réaffirmer leur adhésion à la décision de l'ATC et de l'intersyndical des travailleurs de maintenir la pression pour que le gouvernement revienne sur sa décision. Ils ont demandé aux Togolais de redoubler d'efforts, de se mobiliser encore plus pour faire plier le gouvernement. « On ne peut plus accepter que de telles choses se produisent sur la Terre de nos aïeux ; qu'un militaire prenne son arme et tire sur des citoyens comme des poussins. Il faut que ça cesse et que ce soit la dernière fois qu'un Togolais massacre ces concitoyens impunément », a déclaré Jean-Pierre Fabre au sujet du militaire qui a tiré à balle réelle sur les manifestants, faisant un mort et deux blessés.

Agbéyomé Kodjo a abondé dans le même sens. Pour lui, « les dirigeants du RPT n'ont ni cœur ni esprit C'est quand même politiquement incorrect de prendre une décision d'augmentation quand la misère sociale s'accroît et qu'il y a des milliers de gens dans la rue pour cause des inondations ».

Nous vous proposons ici les différentes interventions lors du meeting qui suivi la grande marche de protestation.

Tikata (représentant de Sursaut-Togo)

Aujourd'hui, nous les jeunes de Sursaut-Togo avons décidé de venir pour vous livrer notre message. Nous voudrions nous encourager. Soyez toujours fermes. Cette lutte appartient aux jeunes. Nos aînés, quand ils prennent de l'âge, ils ne réfléchissent plus normalement. C'est déjà arriver à nous. Donc nous les jeunes, nous devons bien serrer nos coudes. Nous devons prendre le devant de la lutte. Nous faisons appel à tous les jeunes pour leur dire que notre vie est en jeu. Il faut que notre président Jean-Pierre Fabre sache que les jeunes sont derrière lui. Notre leader Koffi Yamgnane nous envoie vous dire qu'il est avec vous dans la lutte. Il vous dit que vu l'ampleur de son combat à l'étranger bientôt la victoire sera à nous.

Agbéyomé Kodjo

Je voudrais vous dire que la victoire est très proche. Il suffit que nous soyons tous déterminés et unis parce que le régime n'a que quelques jours pour tomber. Il va tomber tout seul parce que si Dieu veut faire perdre une personne, il lui bande les yeux. Ainsi les yeux de ce régime sont bandés. On a parlé de la hausse scandaleuse du prix des produits pétroliers. Nous savons tous que le pays est dans la galère, les gens sont

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

inondés et il y a des sans- domicile-fixe. C'est dans cette période de détresse acculée par la sécheresse des finances publiques qu'on a décidé d'augmenter les produits pétroliers de 75 F par litre. Je considère que si on veut faire de la politique, il faut d'abord être un psychologue, il faut analyser, il faut anticiper. Les gens pensent qu'autant qu'ils disposent facilement des deniers publics que tout le monde peut se payer le luxe de payer 75 F supplémentaire sur 1 litre d'essence puisque eux-mêmes ne payent pas l'essence. Si vous faites une enquête, vous verrez que cette augmentation n'arrangent seulement que les décideurs. Lorsque les jeunes ont commencé par protester contre cette situation, c'est la répression qui a été la réponse qu'on leur a donné. Après avoir occasionné tant de morts et de blessés, ils disent que les marches et les veillées du FRAC commencent par gêner alors il faut dissoudre OBUTS. Ils savent très bien que leurs actions viennent de l'arbitraire, de la gabegie. Il n'y a aucune loi qui dit qu'il faut dissoudre OBUTS. Celui qui le fait, a déjà commis d'autres forfaitures dans ce pays et nous le connaissons tous. Nous ferons un appel et après nous pouvons faire tout au nom de OBUTS. Si les juridictions togolaises ne peuvent pas dire le droit, nous irons à la cour de justice de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ceux-là qui ont voulu dissoudre OBUTS, je connais plus qu'eux cette loi. Si nous sommes 150.000 dans le parti et que deux personnes démissionnent on ne peut jamais dissoudre le parti autrement les gens ne réfléchissent plus. Le RPT nous a chassés moi et Péré. Pourtant nous n'avons pas demandé que le RPT soit dissous. En tout cas pour l'affaire OBUTS, vous me connaissez donc ayez confiance en moi. Ils ne peuvent aller au bout. Ils vont bientôt partir.

Jean-Pierre Fabre

Je m'incline devant la mémoire des morts de la semaine et je présente toutes mes compassions et souhaite un bon rétablissement à tous les blessés. Si tous les ans, les gens sont inondés et que rien n'est fait à leur égard, il faut conclure tout de suite que nos gouvernements ne viennent pas pour travailler. Vu l'allure que prennent les choses dans le pays, la chute du régime est vraiment proche car si Dieu veut perdre quelqu'un, il le rend fou, dit-on souvent. Toutes les forfaitures de ce régime vont précipiter son départ sinon sans concertation, ils ne peuvent pas augmenter le prix de l'essence. Dans le pays où les gouvernants ont peur des électeurs et les respectent, avant toute décision, ces leaders prennent du moins l'avis des syndicats et des partenaires sociaux. Le pouvoir qui ne consulte pas le peuple avant toute décision est un pouvoir dictatorial parce qu'il sait qu'il n'a pas besoin forcément des électeurs. Il compte seulement sur les armes. Les gens ont exprimé, au nom de la constitution, leur ras-le bol contre la hausse du prix des produits pétroliers et comme réponse on les fusille. Ce pouvoir n'a plus beaucoup de temps à passer. Les jeunes qui se sont levés contre cette augmentation font le même combat que nous. Nous poursuivons tous le même but. Nous voulons un Etat de droit et que après les élections que la victoire soit remise au vainqueur. Il ne faut plus que certains nous disent qu'ils sont Gnassingbé donc ils doivent s'éterniser au pouvoir. Cela doit prendre fin au Togo. Nous ne devons plus accepter cette situation. Si quelqu'un partage le pouvoir, il doit aussi partager la responsabilité. Comme il cohabite avec les voleurs et les criminels, il devient automatiquement voleur et criminel. Nous, nous avons dit non à la main tendue des voleurs et des criminels. La dissolution de OBUTS était déjà planifiée dans leur tête. Ils veulent le faire à OBUTS et après ce sera le tour des autres. Ils se trompent. S'ils veulent précipiter leur départ déjà programmé, qu'ils continuent à poser des actes ignobles. La vie d'un homme est très précieuse. Nous ne devons plus accepter qu'on tue les gens comme des poussins. Nous devons marcher et lutter contre ces répressions et ces méthodes rétrogrades du régime. Nous allons dire que c'est la toute dernière fois qu'un Togolais massacre ses concitoyens impunément. C'est fini et ça doit s'arrêter. Plus jamais ça au Togo puisque nous n'allons plus les laisser agir de cette manière. Ceux qui sont morts sont très précieux pour Dieu et leur famille. Tout cela doit cesser. Ne soyez pas découragés. Nous avons une idée mais nous n'allons pas la dévoiler pour le moment.

Le correcteur

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Politique Quand Gilchrist Olympio savoure les misères faites aux populations par le pouvoir

Lundi, 28 Juin 2010 16:12 - C'est au nom du peuple, en tout cas selon ses propos, que ses amis sont entrés au gouvernement. On se rappelle encore certains passages de sa déclaration du 27 mai à l'issue du fameux accord historique de participation signé avec le Secrétaire général du Rassemblement du peuple togolais (Rpt) Eso Solitoki. Cette collaboration avec le pouvoir était ainsi brandie comme la recette magique pour sortir les populations de la dèche. Mais elle ne semble pas avoir les effets escomptés, et plutôt galvanise le pouvoir à sévir contre le peuple. Plus choquant est le mutisme de Gilchrist Olympio devant les misères faites aux populations par le pouvoir illégitime.

Le chemin de croix des populations

Lomé vit actuellement au rythme des inondations. Rues, quartiers et maisons d'habitation envahis par les eaux, biens matériels détruits, occupants délogés, circulation impossible, tel est le triste décor offert ces derniers temps à Lomé. C'était un drame au terme des pluies diluviennes de la nuit du samedi 19 au dimanche 20 mai dernier. Tous les quartiers de Lomé étaient touchés, même ceux qui résistaient tant bien que mal avant. Adakpame est devenu un étang géant, et ses habitants des amphibiens. C'est la désolation partout et les sinistrés avaient plus que besoin de soutien tant matériel que moral. Mais c'est le moment qu'a choisi le pouvoir Faure Gnassingbé pour les crucifier.

Pendant que les populations avaient les pieds dans l'eau, au lieu de chercher des voies et moyens pour les sortir de ce pétrin, le gouvernement décida cyniquement dans la nuit du vendredi 18 mai d'augmenter les prix du carburant. Cette hausse aurait pu être de quelque 10 F ou 25 F Cfa qu'on ne crierait pas au scandale. Mais voilà, le super sans plomb, le gasoil et le mélange 2 temps ont été majorés de 75 F Cfa, et le pétrole lampant utilisé par la grande majorité des Togolais de 85 F Cfa. C'est une décision assassine, et il faut avoir de la pierre à la place du cœur pour la prendre. La conséquence aujourd'hui d'une telle décision est que les prix des produits alimentaires ont flambé sur le marché, et on annonce la hausse prochaine des prix du ciment, des produits BB et de l'électricité.

Comme il fallait s'y attendre, la mesure est décriée par les populations qui ont voulu exprimer leur humeur. C'est ce qui justifie l'émeute de mardi dernier. La grève de trois (03) jours enclenchée par les transporteurs s'est transformée en un soulèvement populaire. C'est tout le monde qui s'est senti concerné et les manifestations ont gagné tous les quartiers. Agoènyivé, Adidogomé, Djidjolé, Nyékonakpoè, Bè et autres étaient touchés. Des barricades étaient dressées partout et les passagers qui tentaient de les forcer rencontraient le courroux des manifestants. Les forces de l'ordre ont été envoyées à leurs troussees et des échauffourées se sont produites à Agoènyivé, et mort d'hommes s'en est suivie. Un agent aurait dégainé « incidemment », tuant deux (02) manifestants et en blessant d'autres. On signale aussi un autre décès du côté de Bè. Dans la foulée, il a été procédé à des arrestations arbitraires en guise de représailles et le ministre de la Sécurité et de la Protection civile Atcha Titikpina a promis des poursuites judiciaires contre ces interpellés qui, selon les informations, ont été déferés en prison jeudi dernier. Malheureusement parmi eux, on signale des jeunes revenant du boulot et qui n'étaient en rien concernés par les manifestations.

Gilchrist Olympio muet comme une carpe

Il s'est toujours illustré jusqu'à une époque récente comme l'adversaire politique numero 1 du pouvoir, dénonçant à volonté ses travers. Cela lui a valu les qualificatifs laudatifs d'« Opposant historique » et de «

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Leader charismatique ». Au-delà des frontières de son parti l'Union des forces de changement (Ufc), il s'est posé comme la voix des sans voix, le défenseur principal du peuple togolais opprimé, sans distinction, ce qui lui a valu son audience auprès des masses populaires. Ainsi il ne mettait pas du temps pour fustiger publiquement avec véhémence certains actes et décisions du pouvoir Rpt hier incarné par Eyadéma, et aujourd'hui par Faure. Lorsque l'occasion le permettait, il le faisait de vive voix, souvent au cours des meetings politiques. A défaut, il s'y employait à travers des communiqués et des déclarations à l'occasion d'événements majeurs de notre pays. Il était donc prompt à prendre la défense du peuple. Mais à dieu belle époque !

C'aurait été dans un passé récent qu'on aurait déjà vu Gilchrist Olympio rompre le silence. Lui qui clame avoir décidé de collaborer avec le pouvoir en place pour le bien-être du peuple, devrait condamner ces événements. Même si les inondations sont fondamentalement causées par les pluies qui sont un phénomène naturel contre lequel on ne puit rien, elles pouvaient être minimisées si les gouvernants en ont la réelle volonté. C'est le manque d'infrastructures de canalisation des eaux qui favorise le phénomène, et ça, c'est à dénoncer. Il n'y a pas de réserve possible à adopter quant à l'augmentation des prix du carburant et ses corollaires que sont les tueries de manifestants et les arrestations arbitraires pour ce soulèvement légitime. Les condamnations fusent de partout, tant des partis politiques que des organisations de la société civile et de défense des droits de l'Homme. Mais aussi bizarre que cela puisse paraître, Gilchrist Olympio qui se réclame encore Président national de l'Ufc et s'est toujours auréolé du titre d'avocat par excellence du peuple opprimé, ne trouve rien à dire et reste dans sa tour d'ivoire. La bouche qui mange ne parle pas, non ?

Au demeurant par ce silence l'ex « Opposant historique » se rend complice et caution du pouvoir qui est dans une logique de sévir contre les populations, à travers des mesures impopulaires, scélérates et nuisibles. Il faut craindre d'autres décisions pareilles à venir. Gilchrist Olympio est dans une disposition d'esprit de revanche sur Jean-Pierre Fabre et le Bureau national de l'Ufc, pour le « coup de poignard » porté dans son dos pour l'empêcher de briguer la magistrature suprême, et son exclusion provisoire du parti. Il devrait également en vouloir au peuple pour le lynchage subi en avril à la plage de Lomé, un signe qu'il n'est plus ce chouchou des Togolais. Pour ce double affront, et sachant l'homme superbement rancunier, il devrait guetter l'occasion de prendre sa propre revanche sur ce beau monde. Et si cela passe par ces genres de mesures assassines, comme le cas de l'augmentation des prix des produits pétroliers, il ne devrait plus avoir d'état d'âme, se sachant avoir déjà perdu pour de bon l'estime des populations. Il ne doit que savourer. Et la collaboration avec le régime Faure Gnassingbé risque de doper les gouvernants actuels dans la prise de mesures coercitives contre le peuple.

Tino Kossi

LIBERTE HEBDO TOGO



Sécurité TOGO Assassinat d'un manifestant à Agoè un témoin dément TITIKPINA



Mardi, 29 Juin 2010 14:17 - « Après le forfait, la voiture de la Police a «marché» sur le corps de la victime avant de prendre la fuite »

Les mouvements de contestation populaire à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers ont fait au moins deux morts dont un par balle à Agoè-Nyivé. Contrairement au communiqué rendu public par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel Atcha Titikpina, un témoin de l'horreur d'Agoè-Nyivé dément catégoriquement la version selon laquelle les forces de l'ordre ont fait usage de leur arme pour repousser les manifestants qui tentaient d'envahir Ecobank.

Les événements tels qu'ils se sont produits les 22 et 23 juin à Agoè ont été racontés par M. Akladé au meeting du FRAC à la plage le samedi dernier. Lecture

Je suis chargé de vous rendre compte de ce qui nous est arrivé le mardi dernier à Agoè-Nyivé. Après tout ce qui s'est passé nous avons entendu sur les médias que les jeunes ont voulu casser la banque raison pour laquelle on leur a tiré dessus. J'étais présent dans la manifestation et j'ai tout vu. Agoè-Nyivé est une banlieue qui rassemble plusieurs ethnies. Certains pensaient que cette localité ne pouvait pas exprimer son ras-le-bol. Ce qui s'est passé est tout simplement horrible et nous sommes avant, sûrs que Agoè-Nyivé ne sera pas le dernier dans la manifestation. Ce mardi contre toute attente, je partais pour le service à 7 heures. Arrivé au niveau du marché, les jeunes ont barricadé la rue. Je suis allé aux nouvelles, ils m'ont dit que leur colère était pour protester contre la hausse du prix des produits pétroliers. Après 30 minutes, j'ai vu que le bus jaune des étudiants était bloqué. De mêmes, tous les engins qui voulaient passer étaient bloqués par les manifestants. Ces derniers avaient même barré toutes les ruelles. Aux alentours de 9 heures, les policiers étaient venus et exigeaient l'ouverture de la voie. Ce que les jeunes ont refusé. Ces policiers impuissants ont dû solliciter du renfort. Cela n'a pas découragé les protestataires. Les forces de sécurité ont voulu intimider les conducteurs de taxi et de zémidjan avec leurs gaz lacrymogènes. Les jeunes leur ont rétorqué que si elles faisaient usage des gaz, leurs voitures seront calcinées. Il y avait eu encore un autre renfort et les policiers ont occupé toute la route de la brasserie jusqu'à la station d'essence « Shell ». Les manifestants ont été malins et ont encerclé les policiers. Vu leur impuissance, les policiers ont commencé à utiliser les gaz. Pour leur répondre, les jeunes saisissaient des gaz aussitôt lancés, les renvoyaient aux policiers. Ceci était devenu un jeu de ping-pong. Les agents de la force de sécurité lançaient jusqu'au niveau du siège de l'UFC d'Agoè-Nyivé. Après les manifestants ont repoussé les policiers jusqu'au niveau de la station d'essence Sun Agip. Dans la foulée, les policiers ayant épuisé leurs gaz, ils ont été pourchassés par les jets de pierres. Dans leur fuite, ils ont pris refuge dans la station Shell. N'ayant plus nulle part à aller, les policiers ont de nouveau pris refuge dans Ecobank gardée par deux militaires. La porte de la banque a été ouverte pour que les policiers y rentrent. Ils ne sont pas tous arrivés à avoir accès compte tenu de leur nombre pléthorique. Voyant qu'ils sont tous pris dans les tenailles des manifestants, les militaires ont fait usage de leur arme. Un jeune menuisier qui se rendait au service a été tué. Ce dernier a reçu une balle au niveau du crâne et a succombé sur-le-champ. Deux autres étaient touchés par les balles respectivement à l'abdomen et à la main. Présentement ces blessés sont à l'hôpital et se remettent peu à

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

peu. Les deux militaires avaient fui en escaladant un mur laissant une moto. Les manifestants ont saisi la moto et l'ont brûlée devant les policiers et gendarmes dans la station Shell. Les conducteurs de taxi et de zémidjan ont dressé, devant la voiture des agents de la force de sécurité, le corps inerte du jeune menuisier. Ils exigent que les hommes habillés le mangent avant leur départ. Les policiers ne savent plus quoi faire et ont dû encore solliciter du renfort. Ce qui fut fait. En partant, les policiers à bord de leur véhicule ont marché sur le corps sans vie du menuisier, c'était horrible. Après leur départ, le Lt-Colonel Yark Damehane était arrivé au tour de 15 heures. Ce dernier ne sait rien des événements. Les manifestants disaient au reste des policiers qu'ils ont commis une grave forfaiture et qu'Agoè-Nyivé ne sera jamais calme. Yark les calmaient et leur disait qu'ils devaient les approcher en vue de trouver ensemble une issue. Voilà ce qui s'était passé à Agoè-Nyivé. Ceux qui disent que les jeunes veulent cambrioler l'Ecobank, c'est pourquoi les militaires ont fait usage de leur arme, ont tout simplement menti.

Le correcteur



Social Togo recherche de la maîtrise des risques pour un bas taux d'accident en matière de travail

Jeudi 1er juillet 2010 - Un programme de renforcement de capacités des spécialistes des questions de travail est en cours d'exécution au Togo en vue d'une maîtrise des risques mécaniques et chimiques pour de meilleures conditions en milieu de travail dans ce pays, a constaté mercredi l'Agence Xinhua.

Le programme est conduit par le ministère togolais du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et bénéficie de l'appui de la France à travers un projet du Bureau international du travail (BIT). Il se traduit par le renforcement des capacités des inspecteurs de travail et autres spécialistes sur la prévention des risques professionnels en matière de sécurité et santé au travail, notamment les problématiques de risques mécaniques et chimiques, leurs enjeux et dangers pour les salariés et les mesures de prévention.

A terme, les services compétents du ministère togolais du Travail disposeront de la méthodologie adéquate de contrôle des lieux de travail centrée sur l'évaluation et la prévention des risques professionnels. Cela donnera des « moyens aux employés d'exécuter les tâches qui leur sont confiées en toute sécurité avec un taux d'accident et de maladie le plus bas possible », a estimé Octave BROOHHM, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, lors d'un atelier de cinq jours en cours consacré aux risques chimiques.

Les employeurs pourront désormais « améliorer les conditions de travail de leurs salariés et mettre en place des mesures de prévention des risques professionnels », a-t-il ajouté. Selon des statistiques, 257 accidents de travail sont déclarés chaque année au Togo, alors que les autorités togolaises ont entrepris des réformes pour une relance de l'économie et la résorption du chômage grandissant dans ce pays.

Ces réformes tablent notamment sur la création de plus d'emploi à travers des programmes d'industrialisation, de mobilisation des investisseurs à des entreprises à forte main d'œuvre et à l'encouragement des installations dans la Zone franche d'exportation togolaise. **Xinhua**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Vie Chère Hausse des prix des produits pétroliers les opposants sortent de leurs gonds !



Quelques opposants candidats à l'élection présidentielle du 04 mars dernier (illustration)

Jeudi 1er juillet 2010 par [Jacques GANYRA](#), © [AfrISCOOP](#) - ([AfrISCOOP](#)) — Plus d'une semaine après la hausse subite des prix des produits pétroliers au Togo, les réactions des principaux partis d'opposition continuent de se faire jour. C'est en réalité à un tir groupé que se livre l'opposition togolaise (parlementaire comme extraparlamentaire) pour dénoncer les conditions dans lesquelles le gouvernement du Togo a procédé le 18 juin dernier à l'augmentation des prix des produits pétroliers. Une hausse qui a des incidences directes et indirectes sur tous les secteurs d'activité en terre togolaise.

Le samedi 19 juin dernier, les Togolais se sont réveillés avec la surprenante nouvelle les mettant en courant de la modification du coût des produits pétroliers. Une modification motivée par « une hausse conjuguée de 33% des prix du pétrole de référence, le Brent de Rotterdam, et la hausse du cours du dollar », a tenu à expliquer Kokou Gozan, ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé.

Des arguments qui peinent à convaincre les opposants togolais. En premier lieu, ceux qui Frac (Front républicain pour l'alternance et le changement). Aimé Gogué, premier responsable de l'Addi (Alliance des démocrates pour le développement intégral, membre du Frac) estime ainsi qu'il est temps que le pouvoir en place à Lomé « rende compte au peuple des économies qu'il a réalisées quand il a eu à procéder à la subvention du prix du carburant et créer le Fer (Fonds d'entretien routier) ». Dans le même sillage, Patrick Lawson, premier vice-président de l'Ufc (Union des forces de changement), s'est insurgé contre « l'inefficacité des caisses de péréquation en matière de contrôle des prix du ciment et du carburant au Togo » ! « Au Bénin, la population a été avertie 04 mois à l'avance avant la dernière hausse du prix du carburant (...) Au Ghana, le litre d'essence coûte 445 fcfa. Autant d'exemples qui montrent que le Togo est un Etat à part dans la sous-région. La misère va donc y prendre dans les semaines à venir une ampleur bien particulière dans ces conditions. Raison pour laquelle vous devez plus que jamais persévérer dans la réclamation de la victoire de Jean-Pierre Fabre lors de la présidentielle du 04 mars dernier », a lancé de son côté Robert Olympio, responsable à l'Organisation de l'Ufc lors du dernier meeting hebdomadaire du Frac.

Quand le RPT franchit le Rubicon

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

« Quand on fait de la politique, il faut être psychologue ; l'augmentation du prix de l'essence de 75 fcfa au Togo est anormale (...) On ne peut pas procéder à la modification du prix des produits pétroliers quand une partie de la population a les pieds dans l'eau », avertit Agbéyomé Kodjo, président de l'Obuts (Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire, un parti qui vient d'être dissout par la justice togolaise). Et cet ancien Premier ministre du Togo de lire dans le dernier arrêté du ministre Gozan un signe irréfutable de la fin prochaine de l'ère Rpt (Rassemblement du peuple togolais, parti au pouvoir au Togo depuis 1969) : « Le régime Rpt va tomber tout seul car ses yeux sont bandés actuellement. C'est de cette façon que le Tout-puissant laisse tomber des êtres humains qui se rendent coupables d'inconduites », a fait remarquer Gabriel Kodjo le 26 juin dernier, à la faveur de la 15ème marche du Frac visant à contester la victoire de Faure Gnassingbé lors de la présidentielle du 04 mars 2010. Mieux, rectifie Jean-Pierre Fabre : « Ceux que les dieux veulent perdre, ils les rendent fous (...) Les manquements dans la gouvernance du Rpt sont de plus en plus criards et nombreux. La dernière ébullition de la couche sociale de la société togolaise est une marque de l'existence de l'injustice qui règne au Togo. Une réalité contre laquelle s'insurge le Frac depuis plusieurs semaines. Notre mobilisation n'est donc pas celle du Frac, mais celle de tout le peuple togolais (...) Nous n'avons pas le droit de laisser perdurer des injustices en terre togolaise ; chaque vie humaine a un prix aux yeux de Dieu » !

C'est pratiquement le même son de cloche qui résonne au sein de l'opposition extraparlamentaire et en dehors du Frac. La Cdpa (Convention démocratique des peuples africains) a ainsi souligné que la décision du ministère du Commerce « est intervenue à une période où le pays est confronté à des problèmes importants d'inondation qui ont dégradé davantage les infrastructures, rendant difficiles les déplacements à Lomé (...) ». Sur le même sujet, le Car (Comité d'action pour le renouveau, parti de l'opposition parlementaire) a fait savoir : « Les raisons de transparence et de vérité des prix évoquées par le gouvernement sont irrecevables si la gestion des différentes taxes perçues sur les produits pétroliers continue de se faire dans l'opacité ». En dépit de toutes ces récriminations, la position de l'exécutif togolais reste inflexible : « Il est apparu aujourd'hui que l'Etat n'a plus les moyens de sa politique de subvention et qu'il est devenu nécessaire de changer d'option, de doctrine et de s'orienter vers une politique de vérité des prix », explique le ministre Gozan. Un tableau qui augure d'un climat social chaud dans les prochaines semaines au Togo.

MO5 TOGO Vie Chère Hausse du prix du carburant l'ATDPDH invite le gouvernement à retirer sa décision

6/29/2010 **C'est l'unanimité qui se dégage contre la décision du gouvernement portant sur la hausse des prix des produits pétroliers. Dans un communiqué rendu en date du 28 juin, l'Association togolaise pour la défense et la promotion des droits de l'homme (ATDPDH) «lance un vibrant appel au gouvernement de retirer cet arrêté d'augmentation du prix du carburant au regard du faible pouvoir d'achat de la population togolaise ».**

L'ATDPDH «déploire l'inflation anarchique du prix des denrées et des tarifs du transport, conséquences de cette hausse du prix du carburant ».

Cette association des droits de l'homme, estime que cette «décision unilatérale» du ministre du commerce, «viole l'esprit et la lettre du Protocole d'Accord entre le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales».

L'association dénonce les arrestations et détentions des manifestants et «condamne avec véhémence la tuerie des citoyens, «l'usage excessif de gaz lacrymogènes et d'armes à feu et de violences physiques sur les manifestants.»

L'Etat a augmenté le 18 juin dernier les prix des produits pétroliers de 14 à 15%. Cette hausse, intervenue dans un contexte de crise politique postélectorale et de tensions sociales dues aux inondations et la cherté de la vie, a conduit à des manifestations les 22 et 23 juin. Les manifestations ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre et ont fait officiellement un mort et deux personnes grièvement blessées, trois morts dont un policier de source officielle. Des dizaines de manifestants ont été également interpellés dont 40 ont été présentés au tribunal lundi dernier.

mo5-togo.com